

Manifeste contributif pour une politique européenne de développement humain et soutenable

L'esquisse d'une politique européenne de développement humain et soutenable, à construire !



Centre International Pierre Mendès France

Page **SOMMAIRE**

03 Histoire, contexte et finalités d'un manifeste contributif

03 Les convulsions d'un monde en métamorphose

- La crise écologique et sanitaire
- Le risque de crise économique et financière majeure
- La crise sociale
- La crise des valeurs
- La crise de la démocratie et de la politique
- Le risque terroriste
- Remarques en guise de conclusion

07 Précisons nos concepts pour mieux construire l'avenir

- Capitalisme et marché
- Economie de marché et société de marché
- Economie régulée/ économie administrée
- Concurrence tempérée/Concurrence sauvage
- Libéralisme/libre-échange
- Croissance, décroissance, développement durable
- Temps de travail/temps de vie
- Richesse réelle/richeesse symbolique
- Pénuries et abondances

10 La place et le rôle de l'Europe dans le monde : la promotion d'un nouveau paradigme économique

- Refuser la fatalité
- Refuser les diktats
- Vivre un rapport de co-création avec la vie et la nature
- Remettre l'économie et la technologie au service de l'homme et de ses buts les plus généreux

12 Redonner un sens, du souffle et des moyens à l'action publique.

- Pour la redynamisation du débat démocratique et le rôle accru de la société civile.
- Pour une revalorisation de la solidarité et une rénovation de la politique des revenus.
- Pour une politique du temps de vie, la définition de nouveaux indicateurs d'activité et de richesse et une revalorisation de la gratuité.
- Pour un New-Deal écologique, fer de lance du développement durable.
- Pour une nouvelle politique économique et monétaire européenne
- Pour un nouveau Bretton Woods

20 Compléments techniques

- Donner à la BCE une mission / moyens comparables Fed
- Réguler l'économie par la maîtrise de la masse monétaire
- Contenir les produits dérivés

23 Contributions – Elles sont mises en réseau et/ou publiées après accord du comité de lecture.

Auteur : CIPMF, pour l'étude des mutations

Le groupe de travail pour le manifeste : Claude ALPHANDERY, Jacques BERTHILLIER, Henryane de CHAPONAY, Jean Pierre ESTELA, Gabriel GALAND, Alain GRANDJEAN, Roger GODINO, Jean Paul KARSENTY, Michel ROCARD, Patrick VIVERET, Céline WHITAKER.

Edition : JP ESTELA

Rédaction en chef : Alain GRANDJEAN

« La République, c'est l'outil » - Jean JAURES.

Dans son ouvrage « La république moderne » **Pierre MENDES FRANCE**, met cette citation en exergue du chapitre intitulé – propositions – nous faisons de même pour présenter les nôtres. **Notre texte de présentation du CIPMF**, ouvre sur l'inspiration mendésiste en le citant :

Toute action n'est pas vaine, toute politique n'est pas sale

Justice ne serait pas rendue à la personnalité de **Pierre MENDES FRANCE** si l'on devait l'incarner dans la figure de « *l'intellectuel en politique* ». De fait, il fut un voyageur qui alla du monde des idées à celui de l'action politique, et bien un « penseur de l'action politique » dans l'exercice même de ses responsabilités d'Etat, au gouvernement comme dans l'opposition politique. De plus, si « penser bien est le principe de la morale », on aurait bien tort d'appeler en renfort cet adage pascalien pour faire de P.M.F « *un moraliste en politique* ».

Certes, les mendésistes se reconnaissent à leur souci de cohérence entre leurs opinions, leurs attitudes et leurs comportements. Mais il s'agit là de l'effet - certes, recherché – d'une disposition générale qu'ils ont librement choisie de vouloir articuler le plus rigoureusement possible pensée et action, dans un jeu serré de validation réciproque.

Pour P.M.F en effet, « une vision du monde » ne peut constituer sa propre fin. Elle sert à préparer l'avenir », lequel est conçu avant tout en vue de l'engagement dans les affaires publiques, un engagement dont toutes les situations et les actes qu'il suppose seront mises en intelligence pour venir nourrir à rebours, mais sans complaisance, le modèle politique préalablement pensé.

Donc une pensée pour l'action, mais aussi une pensée sur l'action.

Enfin, l'on pourrait prendre pour engouement méthodologique ce soin pris à distinguer les enjeux (le pourquoi), les objectifs (le quoi) et les régulations (le comment) dans la préparation du choix politique, donc du gouvernement de l'action. En réalité, il sert, non pas un système de gouvernement, mais bien des fins, lesquelles ne sont pas neutres, bref un projet et un horizon politique : celui de contribuer à bâtir la cité dans le sens d'un intérêt général, réinterrogé, dans ses formes comme dans son contenu, par la modernité et ses mutations.

Intérêt général, modernité, mutations, ... 50 ans après la « République mendésiste », l'intérêt général, la modernité, les mutations, ... autant de prismes essentiels dans l'étude de la globalisation – mondialisation, et dans les voies de sa maîtrise : prévenir ou encadrer l'action des hommes par la parole ou le droit ; orienter, inciter, organiser l'action des hommes par des politiques appropriées à chaque niveau probant d'intervention publique.

La fondation du Centre International Pierre MENDES France pour l'étude des mutations (CIPMF) emprunte cette trace pour lui donner relief. **Président Michel ROCARD, directeur Patrick VIVERET.**

Histoire, contexte et finalités du manifeste :

Pour le CIPMF, avec Pierre Mendès France, « une vision du monde » ne peut constituer sa propre fin. Elle sert à préparer l'avenir », lequel est conçu avant tout en vue de l'engagement dans les affaires publiques, un engagement dont toutes les situations et les actes qu'il suppose seront mises en intelligence pour venir nourrir à rebours, mais sans complaisance, le modèle politique préalablement pensé. Donc une pensée pour l'action, mais aussi une pensée sur l'action.

C'est pourquoi, pour le CIPMF depuis sa création, l'étude des mutations est une démarche centrale pour chacun des ses membres. La préparation de leur l'action et leurs choix politiques s'insèrent dans une société dont ils distinguent avec soin les enjeux, les objectifs et les régulations.

Cet engagement pour servir non pas un système de gouvernement, mais bien des fins, lesquelles ne sont pas neutres, bref, un projet et un horizon politique incluant le court, moyen et long terme.

La volonté, en juillet 2004, de concevoir **des séminaires**¹ sur des thèmes tels que « désordres monétaires » ou « capitalisme financier », fait suite à une série de rencontres avec des acteurs de la vie économique et sociale, à l'organisation et/ou à la participation à des manifestations, particulièrement « **Dialogues en humanité**² ». Le CIPMF, souhaite ainsi participer aux réflexions programmatiques des uns et des autres.

Le manifeste est d'abord « CONTRIBUTIF »

C'est un objet en devenir qui doit engendrer confrontations et controverses. Le paradigme que nous esquissons à grands traits ouvre des voies pour trouver des issues à la crise actuelle ; dans le « manifeste » elles sont abordées dans leurs grandes lignes. A ce stade il s'agit d'une démarche contributive pour que s'engage un débat sur les (ou des) **actions à conduire à court, moyen et long terme**. Il ne s'agit pas ici de prétendre à l'exhaustivité.

Tous les champs de l'action publique ne sont pas couverts par ces quelques lignes qui demandent à être complétées.

Le manifeste est mis à disposition dans un premier temps sous version électronique. Mis en ligne, il sera également publié en octobre 2006, après intégration des réactions des internautes et des publics issus de la vie politique et sociale de l'espace européen.

Nous participerons au **Forum pour une mondialisation responsable**³ organisé du 25 au 28 octobre 2006 – Palais des Congrès – LYON – France.

Ce Forum pour une mondialisation responsable, s'inscrit, par l'approche choisie, dans une dynamique d'échange, celle-là même qui nous anime.

¹ Séminaire pour les membres du CIPMF, à Paris/Lyon.

² Dialogues en Humanité – Voulu et organisé par Gérard COLLOMB, président du « Grand Lyon », Sénateur Maire de Lyon.

³ Voir : www.forum-lyon.com

Les convulsions d'un monde en métamorphose

L'humanité fait face à des risques majeurs : changement climatique, cocktail explosif de l'humiliation et de la misère, pression des fondamentalismes, nomadisme des armes de destruction massive, mésusage de la révolution du vivant.

L'irrésistible montée de la puissance chinoise et de sa voracité écologique involontaire, la dérive guerrière du gouvernement américain et le financement de ses appétits par des mécanismes débridés, les risques terroristes, ceux d'une vaste pandémie, l'immensité des masses financières se déplaçant d'un seul coup de clic aux quatre coins de la planète, l'impuissance des grandes organisations internationales font craindre le pire à de nombreux observateurs.

Nous semblons ne pas pouvoir nous empêcher d'aller toujours plus vite dans la même direction. Nous semblons installés dans un véritable **train de l'enfer**. Les propriétés **des crises exponentielles**⁴ sont hélas impitoyables : un monde fini ne peut supporter la destruction croissante de ses ressources et va au devant de catastrophes à répétition.

Mais, comme le note justement **Jean Pierre Dupuy**⁵ « notre problème, s'agissant des catastrophes, c'est que **nous savons** qu'elles se produiront si nous continuons cette course productiviste insensée, mais que **nous n'y croyons pas** ».

A bord de ce train de l'enfer, les passagers de première classe demandent l'éjection des passagers de deuxième et troisième qui l'alourdissent et le ralentissent. **Il est devenu impossible aujourd'hui de découpler les enjeux environnementaux des enjeux sociaux**. Ce sont, à l'évidence, les plus défavorisés qui subiront le plus durement les effets des perturbations écologiques que nous faisons subir aujourd'hui à la planète.

Au point que certains puissants pensent (à tort) qu'ils passeront à travers les gouttes... Inversement, un certain nombre de problèmes environnementaux se traitent uniquement par le progrès technique et social : quand on a faim, on ne peut se préoccuper de la nature. Moi d'abord...

Le monde est en proie à des crises et à des risques majeurs. Ces risques et crises s'entre nourrissent même si pour la clarté de l'exposé on les évoquera séparément :

- **La crise écologique et sanitaire**
- **Le risque de crise économique et financière**
- **La crise sociale**
- **La crise des valeurs**
- **La crise de la démocratie et de la politique**
- **Le risque terroriste**
- **Remarques en guise de conclusion**

⁴ Rappelons qu'une croissance de 2% par an d'une quantité quelconque multiplie cette quantité par 7 en un siècle et par 52 en deux siècles ; une croissance de 5% fait passer ces chiffres respectivement à 130 et 17 000.....

⁵ « Pour un catastrophisme éclairé », Ed du Seuil, Paris, 2003.

- La crise écologique et sanitaire

L'effet de serre et le changement climatique

L'effet de serre provoqué par l'émission annuelle, estimée par le GIEC⁶ à environ 10 milliards de « tonnes-équivalent carbone » de gaz à effet de serre (dont le CO₂ à 55%) et qui continue de croître de manière exponentielle aura des conséquences majeures sur notre planète dans les prochaines décennies.

Les augmentations de température moyenne à la surface de la planète au XXI^e siècle prévues par les scientifiques du GIEC sont de l'ordre de 5° (voire davantage), écart de température qui nous sépare de la dernière période glaciaire; sans correction forte et rapide de trajectoire, l'atmosphère évoluera de façon dangereuse et incontrôlable sans qu'on puisse vraiment déterminer aujourd'hui le seuil de gravité irréversible. Ses conséquences principales, au-delà de l'aggravation et de la multiplication des cyclones, en seront une augmentation de la mortalité due à la famine, aux épidémies et aux conditions de vie perturbées (augmentation du niveau des océans, températures excessives dans les zones actuellement tempérées etc.) et des grandes migrations.

En tout état de cause si une intervention et une régulation publiques sont refusées maintenant elles seront nécessaires après pour reconstruire ce qui aura été détruit.

La perte de biodiversité et le risque de disparition des « services écologiques »

La crise de la biodiversité est également dramatique. Comme pour l'effet de serre, la communauté scientifique grâce à l'impulsion de Kofi Annan et de l'ONU s'est organisée pour évaluer et faire comprendre les dommages subis et leurs conséquences pour l'Humanité.

Le Millenium Assessment Report rendu public en 2005 est très sombre. Chaque jour des centaines d'espèces disparaissent (le rythme de disparition serait mille fois plus important que le rythme moyen de disparition observé dans l'histoire de la vie sur terre).

Nous sommes à l'origine de ce que les scientifiques appellent la sixième extinction (depuis l'apparition de la vie il y a eu cinq épisodes d'extinction majeure d'espèces animales ou végétales). 10 à 30 % des espèces de mammifères, oiseaux, amphibiens sont menacées. Au-delà du choc émotionnel à voir disparaître sous nos yeux des merveilles de la nature, les enjeux de la perte de la biodiversité sont considérables tant en termes de ressources (d'eau, d'air, de ressources alimentaires et pharmaceutiques) pour l'homme que plus fondamentalement d'équilibre de la vie sur Terre. Les écosystèmes se sont constitués très lentement; une perturbation majeure va les déstabiliser inévitablement.

Or, la biodiversité est la condition pour que soient rendus ce qu'il est convenu d'appeler les « **services écologiques** » : régulation du climat, maintien d'un air « respirable et riche en

⁶ Groupe international de scientifiques chargé par l'ONU d'étudier les mécanismes et perspectives climatiques. L'ampleur et la rigueur des travaux effectués sont un modèle du genre. Il serait déraisonnable de ne pas prendre en considération les conclusions du GIEC.

composants bien dosés », épuration de l'eau, de l'air, pollinisation, régénération de la fertilité des sols, ressources naturelles en poissons, ressources génétiques...) ressources primaires. 60 % de ces services d'origine écosystémique, rendus gratuitement par la nature, sont en cours de dégradation ou d'exploitation excessive.

Le « peak oil » et la fin annoncée des énergies fossiles

Les ressources en pétrole, en énergie fossile et en diverses matières premières, s'épuisent à grande vitesse.

Les ressources prouvées de pétrole sont toujours évaluées à 30 à 40 ans de **consommation actuelle**⁷. Mais la croissance annuelle de la consommation est supérieure à la découverte de nouvelles sources et le **pic de production**⁸ (ou « peak oil », moment où la production est maximale avant de décroître rapidement) sera atteint probablement avant 2020 et certainement avant 2040. Même si on ne peut, en toute rigueur, exclure que des facteurs conjoncturels fassent baisser le prix du baril de pétrole sur de courtes durées, il va monter inexorablement sous la pression d'une demande toujours croissante alors que l'offre plafonne puis se contracte.

On ne peut exclure la formation d'une bulle pétrolière explosive.

Or il est clair que les répercussions sociales d'un prix du pétrole élevé seront très douloureuses : ce sont les plus défavorisés qui auront du mal à se chauffer l'hiver, à se climatiser l'été et à se déplacer de leur lieu de travail vers leur domicile.

Et, à défaut d'anticipation, la pénurie de pétrole qui est toujours au centre de notre organisation nous empêchera de nous adapter rapidement.

Les crises sanitaires

Les menaces pandémiques augmentent ; après le Sida, l'ESB, le SRAS, les autorités sanitaires anticipent une épidémie majeure de grippe aviaire, susceptible d'entraîner **la mort de millions de personnes**⁹.

Ces menaces sont aggravées par l'effet de serre et par une gestion laxiste de l'utilisation des antibiotiques. Le réchauffement, s'il aggravera la disparition de nombreuses espèces qui auront pas le temps de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques, il est, aussi, favorable au développement de nouvelles espèces de virus et autres germes pathogènes.

Il est très difficile de les maîtriser dans un monde où la mobilité internationale - des animaux et des personnes est indispensable-valorisée et facile.

⁷ Sauf que la consommation est croissante et non constante ; si la croissance de la consommation se poursuit à la vitesse de 2 % par an, les réserves ne sont plus que de 22 à 28 ans avant épuisement.

⁸ Le géologue Hubbert fit la prévision en 1956 du pic de la production pétrolière américaine pour l'année 1970 ; ce qui fut confirmé par la suite. Les Américains depuis ne cessent de voir augmenter leur dépendance à l'importation de pétrole

⁹ La peste avait emporté au XIV^e siècle la moitié de la population européenne, la grippe espagnole a fait en 1918 des dizaines de millions de morts.

- Le risque de crise financière et économique majeure

Le monde a connu plus de cent crises dans près de cent pays depuis la fin du système de Bretton-Woods. Certaines de ces crises ont été dévastatrices ; toutes ont été coûteuses pour les finances publiques des pays concernés.

Aujourd'hui, le monde retient son souffle face à la situation financière internationale. Les banques centrales asiatiques disposent de réserves considérables en dollars. Le yuan est clairement sous-évalué et crée un avantage compétitif important à l'industrie chinoise déjà avantagée par les conditions de travail et de rémunération très précaires des ouvriers.

La croissance exceptionnelle de la Chine et de l'Inde, crée une pression sur le pétrole et les matières premières. Elle engendre inévitablement de multiples déséquilibres sociaux économiques et financiers. Les déficits publics et extérieurs américains sont gigantesques. L'industrie américaine traditionnelle subit une contraction majeure de son activité et de son périmètre.

L'exigence excessive de rendements à court terme des fonds d'investissement crée les conditions d'un clash majeur : l'avenir n'est pas préparé par les investissements nécessaires (mais pas rentables à court terme), les valeurs des actifs sont excessives, les revenus des ménages insuffisants, les effets de levier excessifs du fait de taux d'intérêt très bas. Ford et Général Motors sont au bord du dépôt de bilan, leurs dettes (au total plus de 400 milliards de dollars) ont été classées « spéculatives », ce qui a créé une très forte tension sur le marché obligataire américain, premier puissant signal du risque actuel d'explosion de la bulle spéculative. S'il est difficile de déterminer ce qui peut mettre le feu aux poudres, il est certain que **le cocktail actuel est explosif**¹⁰.

Ses ingrédients peuvent permettre une crise systémique de grande ampleur. Et faut-il rappeler qu'une crise financière majeure se transforme immédiatement en crise économique puis en crise sociale par effet de propagation des banques aux entreprises et aux ménages. Cette spirale de la récession débouche sur une crise politique, pouvant conduire, comme l'histoire l'a montré, aux régressions et à la dictature...

- La crise sociale

La crise sociale en Occident

Le chômage se maintient dans de nombreux pays d'Europe à un niveau déprimant au sens propre du terme. Les classes moyennes ne se sentent plus portées par l'ascenseur social. Les perspectives sont toutes à la baisse : baisse de l'emploi, de sa qualité (augmentation de la précarisation des jobs), baisse de la protection sociale, baisse des retraites. L'usage des antidépresseurs n'a jamais été aussi élevé tout comme le **taux de suicide**¹¹. Dès lors, les classes moyennes se vivent en déchéance et, phénomène malheureusement bien connu, se retournent vers plus faibles qu'eux en nommant comme bouc émissaire l'étranger, le juif, l'arabe... Renaissent, alors, la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, le repli sur soi. Tous les symptômes d'une crise identitaire et d'une crise de sens sont présents que la construction européenne n'enraye pas, même si elle n'en est évidemment pas la cause.

¹⁰ C'est d'ailleurs le cœur de l'argumentation de Patrick Artus et de Marie-Paule Virard, dans leur livre « Le capitalisme est en train de s'autodétruire » paru en octobre 2005 aux Editions La Découverte.

¹¹ En France 12 000 personnes se suicident chaque année ; il y a donc plus de suicides que d'accidents de la route.

Le niveau inacceptable de la pauvreté dans le monde et la montée des inégalités sociales

On dénombre aujourd'hui plus d'un milliard de personnes vivant avec moins de **1 dollar PPA**¹² par jour. 850 millions de personnes souffraient de sous-alimentation en 2001-2002. 1,1 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à un système convenable d'eau potable. La pénurie d'eau affecte environ 1 à 2 milliards de personnes. Le paysage de la pauvreté s'est diversifié : il n'est plus analysable selon un axe Nord-Sud. A l'intérieur de tous les continents, la pauvreté côtoie la richesse la plus indécente. Et grâce aux médias, la prise de conscience des écarts de revenus est devenue générale. Jusqu'à Adam Smith, le rapport de richesse moyenne entre les pays les plus pauvres et **les plus riches**¹³ était, en moyenne dans le monde, de 1 à 2 ; aujourd'hui il est de 1 à 80 et l'écart s'est fortement creusé dans les 40 dernières années.

En 1960, selon les données du PNUD, les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres.

En 1995, leur revenu était 82 fois supérieur. Les 5% les plus riches avaient au milieu des années 90 un revenu 114 fois supérieur à celui des 5 % les **plus pauvres**¹⁴.

Certes, on peut observer dans l'autre sens une réduction de la pauvreté. L'Asie est lancée depuis 20 ans dans une dynamique de rattrapage concernant 3,2 milliards d'habitants. La pauvreté pourrait donc continuer à se réduire, par le biais du développement économique bien engagé de la Chine, puis de l'Inde, le Maghreb et l'Amérique Latine n'étant pas en reste. Mais à une condition : que cette croissance ne bute pas sur des contraintes de ressources et écologiques majeures. Il est en effet malheureusement évident que le modèle occidental ne peut être généralisé à l'ensemble de l'humanité : c'est l'une des conclusions centrales du Millenium Assessment Report évoqué ci-dessus.

- La crise des valeurs

La victoire de l'avoir sur l'être.

Les valeurs communément partagées en occident et portées par les media occidentaux centrent les jeunes sur l'avoir et non sur l'être. L'exhibition incessante des modes de vie des plus riches ne peut qu'engendrer le désir de toujours plus. Les revendications s'exacerbent sur ce plan dans les pays Occidentaux alors que la situation n'a jamais été aussi bonne au plan matériel. Même si le taux de croissance du PIB est plus faible que pendant les trente glorieuses et même si le PIB comme on le verra est un indicateur très imparfait du bien-être, le fait qu'il ne cesse de croître est quand même un indice de cette situation matérielle.

¹² PPA, parité de pouvoir d'achat, ce qui permet de comparer les revenus entre pays en fonction de leur pouvoir d'achat, ce que ne permet pas de faire la simple conversion au taux de change.

¹³ Il s'agit bien de l'écart entre les richesses moyennes entre les pays et non de celle entre les habitants les plus pauvres et les plus riches – louis XIV était bien sûr deux fois plus riche que ses serfs.

¹⁴ Voir rapports sur le développement du PNUD, Bourguignon et Morrison 2001 Milanovic 2002, cités par Pierre Noël Giraud : mondialisation et dynamique des inégalités, CERNA, 2002

La crise de la solidarité, entre les pays, entre les régions, entre les citoyens.

La crispation sur l'avoir a pour contrecoup la baisse de la solidarité à tous les niveaux tant dans les pensées que dans les actes. Même si l'aide au développement a trop servi les intérêts de quelques clans dans les pays concernés ce n'est pas ce constat qui justifie le non-respect des objectifs actuels d'aide des pays développés en faveur des pays en développement. De la même manière, ce ne sont pas les abus des systèmes sociaux qui poussent à les démanteler.

- La crise de la démocratie et du politique

La crise de la démocratie et du débat public.

La démocratie qui est l'institution et l'organisation de l'influence du citoyen sur la vie publique est délégitimée.

Certains hommes politiques obnubilés par le poids de l'audimat et à l'écoute d'un réel besoin de proximité, dévalorisent leur fonction, s'abîment dans des querelles de bas étage et n'incarnent plus de vision. Ils tombent dans le simplisme et la démagogie. D'autres, plus gravement, exploitent les peurs et les régressions émotionnelles, faisant ainsi le jeu des fondamentalismes.

En retour, c'est le fonctionnement de la démocratie représentative qui est contesté.

Or il est évident que les organisations humaines ont besoin d'une démocratie qui fonctionne et que la démocratie directe, voire participative, ne peut répondre à toutes les questions. Face à un monde complexe, touffu, puissamment inter relié, risqué mais également ouvert, les collectivités humaines, saturées d'informations, ont plus que jamais besoin de repères solides. Elles ont plus que jamais besoin de processus d'intelligence collective et non de producteurs d'abêtissement et de régressions infantiles...

La crise du sens et du politique

Les besoins de politique et de sens sont patents aujourd'hui. Ils s'expriment malheureusement sous des formes pathologiques et régressives : le besoin de politique est satisfait par des formes primitives de politiques guerrières ; celui de sens par un retour au fondamentalisme. Ces régressions doivent nous alerter. La montée du fascisme au pouvoir est née en Allemagne sur le terreau d'une crise économique aggravée par la politique déflationniste du chancelier Brüning en 1930. C'est la responsabilité du politique d'inventer les formes de communication, de débat, d'implication des citoyens qui conviennent à la période actuelle.

- Le risque terroriste

S'il n'est pas directement déterminé par la pauvreté et l'inégalité sociale, le terrorisme s'en nourrit à l'évidence, tout comme il se nourrit d'un instinct de revanche à l'égard d'un Occident outrageusement dominateur dans son passé colonial et dans son attitude actuelle ; il n'est pas non plus indépendant de la sensation des cultures traditionnelles que le modèle occidental est puissamment destructeur : de la nature, des civilisations qu'il a conquises, des valeurs, et...de l'identité même de l'homme.

L'absence totale de toute limite (c'est le problème de l'ubris¹⁵, de la démesure dans notre civilisation technicienne) dans les applications de la recherche y compris sur la génétique humaine, la base de son identité, ne peut qu'alimenter des réactions viscérales et violentes de défense et de rejet.

Un point important doit être noté ici : les attentats du World Trade Center ont été réalisés avec très peu de moyens. La résolution du problème terroriste ne se règlera pas par la voie économique. Nous devons relever un vrai défi qui va nous obliger à nous remettre vraiment en cause et à sortir de nos schémas ancestraux : la réponse aux terroristes ne peut pas passer par une attitude de revanche ou de confinement comme le montre clairement le bilan de l'actuelle politique extérieure américaine.

Remarques en guise de conclusion

Un bref rappel historique de l'évolution de notre organisation socio-économique nous explique comment nous sommes arrivés à de tels dysfonctionnements. Le capitalisme est une invention plutôt récente (2 siècles en ordre de grandeur) dans l'histoire de l'humanité et de son organisation économique et sociale. Il a pourtant, en parallèle et en concubinage avec le développement des sciences et techniques, contribué à une série de ruptures majeures par rapport à des millénaires de relative stabilité. Il s'est donc montré d'une efficacité remarquable mais il a conduit à des catastrophes à chaque fois qu'il a été impossible de le réguler. Le XIX^e siècle et le premier tiers du XX^e siècle ont montré que, laissé à lui-même, il était aussi socialement cruel et économiquement instable (cycles récurrents du XIX^e et crise de 1929).

Des correctifs ont été bâtis pour compenser ces défauts dont les trois principaux peuvent être associés à des hommes remarquables :

- **Henry Ford** est le premier industriel à avoir compris que ses ventes dépendaient du pouvoir d'achat de ses salariés et qu'il était donc dans son intérêt bien compris de se monter aussi généreux que possible sur le plan salarial.

- **John Maynard Keynes** a été le premier à montrer que les marchés économiques ne s'autorégulaient pas et que l'intervention des pouvoirs publics pouvait être indispensable pour compenser ce qu'on appelle aujourd'hui des défaillances de marché, même si elle s'accompagnait d'un déficit public

- **William Beveridge** a défini les principes d'un système de protection sociale et donné son nom à l'une des deux grandes familles de mécanismes de protection ; l'histoire a ensuite montré qu'au-delà de ses avantages sociaux, cette protection sociale jouait un rôle majeur d'amortisseur économique.

En schématisant, on peut dire que les soixante dernières années d'après-guerre se sont déroulées en **trois grandes périodes** :

1 Les " trente glorieuses "

2 La décennie 70

3 Une succession de crises

¹⁵ UBRIS (ou HUBRIS) est inséparable de la pensée grecque, dans laquelle la raison est conçue comme puissance essentielle de limitation, comme norme qui arrête le tracé au-delà duquel commence l'excès.

En trois grandes périodes

1 Les " trente glorieuses " furent une période de prospérité sans précédent : taux de croissance du PIB important (plus de 5% par an en moyenne), principaux indicateurs du développement humain en forte croissance, ascension sociale permanente des classes moyennes, suppression de la grande pauvreté (fin des bidonvilles). Ces années furent aussi celles d'un gigantesque combat politique et intellectuel entre les économistes de tendance keynésienne et les économistes proches de Hayek et de Friedman. Les uns soutenaient les avantages de l'intervention publique dans l'économie, les autres la critiquaient violemment et voulaient la cantonner à un rôle minimal de garant des droits de propriété.

2 La décennie 70 fut un tournant majeur dans cette bataille et l'entrée dans une deuxième période, celle de la montée au pouvoir des idées ultralibérales portées par Margaret Thatcher en Angleterre et Ronald Reagan aux Etats-Unis. Les deux décennies qui suivirent furent caractérisées par le démantèlement progressif des mesures économiques et financières adoptées dans les décennies précédentes. Au plan économique, les mots d'ordre furent : suppression des contrôles des prix, des barrières à l'échange international, privatisation, croissance de l'économie par l'exportation. Au plan financier : dérégulation, décloisonnement, déréglementation et toute-puissance de l'actionnaire boursier, garant de la seule création de valeur, notamment par le canal des fonds de pension. Au plan monétaire : priorité à la lutte contre l'inflation, suppression de toute création monétaire d'origine publique, indépendance de la banque centrale, changes flottants. Ainsi se constitua un corps de doctrine connu sous le nom de Consensus de Washington qui devint une pensée unique, dogmatique et insensible aux critiques, certaines devenant de véritables tabous.... La chute de l'empire soviétique lui conféra encore plus d'autorité en lui donnant en outre l'arrogance de celui qui se prend pour la mesure de toutes choses, tout contre modèle et toute opposition assez puissants ayant disparu. Son application redonna au capitalisme ses couleurs d'origine, et sa sauvagerie s'exprima à nouveau de façon inouïe.

3 Une succession de crises (de change, bancaire, financières) frappèrent tous les pays. Les pays en développement souffrirent aussi beaucoup des conséquences des injonctions du FMI, conformes au consensus de Washington, imposant des mesures brutales et profondément inadaptées.

Au plan écologique enfin, les " dégâts du progrès " furent de mieux en mieux appréhendés au plan scientifique. Le concept de développement durable naquit en 1987.

Le Sommet de la Terre de Rio se tint en 1992 et le protocole de Kyoto fut signé en 1997. Mais il fallut attendre la crise asiatique de 1998, l'explosion de la bulle Internet en 2000 puis les scandales industriels et financiers d'Enron, Arthur Andersen, World Com, Permalat et autres pour qu'il puisse devenir légitime de remettre en cause la pensée unique et de proposer de nouvelles régulations.

Nous sommes donc au début d'une ère nouvelle qui nous oblige à reconsidérer nos modèles de pensée et d'actions collectives.

Précisons nos concepts pour mieux construire l'avenir

De trop nombreuses confusions subsistent encore aujourd'hui et bloquent l'imagination, la pensée et l'action. Explicitons les plus fréquentes :

- Capitalisme et marché
- Economie de marché et société de marché
- Economie régulée /économie administrée
- Concurrence tempérée/Concurrence sauvage
- Libéralisme/libre-échangeisme
- Croissance du PIB/décroissance/développement durable
- Temps de travail/temps de vie
- Richesse réelle / richesse symbolique
- Pénuries et abondances

Tout d'abord, afin d'éviter toute équivoque, il importe de rappeler que le marché, et le libre échange, s'il ne se transforme pas en « libre domination » est une institution garante de la liberté et de la démocratie.

La liberté d'entreprendre, d'échanger, de consommer, l'accès à la propriété privée sont autant de droits qui sont indispensables à l'autonomie matérielle et psychologique des individus. Le marché en accordant du pouvoir via une ressource (l'argent) qui se divise, divise le pouvoir à l'opposé des régimes autoritaires de quelque nature qu'ils puissent être, lesquels le centralisent et le concentrent.

C'est vrai du collectivisme, même s'il repose sur une utopie originelle généreuse. L'appropriation collective des moyens de production est un mythe. Ce ne peut être que le transfert du pouvoir de décision économique à une petite caste de dirigeants, dévastateur tant au plan démocratique qu'au plan économique et au plan écologique, comme l'a montré l'histoire.

En revanche, il importe de rappeler également que la démocratie peut devenir insupportable aux capitalistes eux-mêmes car elle en limite les excès, donc les gains. Keynes avait l'habitude de parler des instincts animaux des entrepreneurs. Si le génie du capitalisme c'est de se fonder sur ces instincts, c'est au génie politique qu'il appartient de les tempérer, même quand c'est inacceptable, à première vue, pour les personnes qui pâtissent de leurs excès...

- Capitalisme et marché

Comme le montre Braudel dans "« civilisation matérielle, économie et capitalisme » si le capitalisme naît des marchés il finit ensuite par les détruire si une régulation forte ne les protège pas. Le capitalisme ne s'inscrit pas dans une logique de libre échange mais de libre domination.

C'est pourquoi dans les périodes historiques de dérégulation c'est à terme la liberté d'entreprise et les marchés d'échange qui sont menacés. La construction d'économies plurielles avec marché régulées constitue l'axe d'un « éco - socialisme démocratique » d'autant plus nécessaire que les effets délétères du « capitalisme total » (cf J Peyrelevade) n'ont jamais été aussi importants.

- Economie de marché et société de marché

La société de marché prétend faire régenter tous les échanges humains par le marché. Dans une telle société ce qui n'est pas compté ne compte pas, n'a pas de valeur. C'est la version moderne du veau d'or. L'argent devenant une fin en soi régit l'ensemble de la vie humaine. La société de marché ouvre la porte à la tentation totalitaire de l'économie, fût-elle de marché. Elle transforme la vie en une vaste compétition économique et l'appauvrit jusqu'à la rendre profondément dépressive comme Keynes l'avait démontré dans les années 30. Même si l'on a été un producteur compétitif victorieux notre parcours se termine par une élimination ; notre vie conçue comme un combat contre autrui termine dans la vieillesse vue comme un naufrage, la retraite comme le prélude à la déroute finale...Le marché est une invention fondamentale et archétypique de la liberté humaine.

L'économie de marché peut ne pas être hégémonique, à deux conditions : d'une part, qu'elle cohabite avec une autre économie, celle des choix publics (nationaux, mais aussi régionaux, européens, internationaux et mondiaux) élaborés au nom d'un intérêt général, d'autre part, qu'elle cohabite également avec d'autres formes et mécanismes d'usage et d'échange de biens et de services, garanties dans leur liberté d'expression (donc "oui" à une économie avec marché, mais pas à une économie tout-marché et moins encore à une société de marché). L'économie de marché reconnaît aux marchés leur place et leur nécessité dans l'organisation humaine ; mais elle reconnaît aussi la valeur humaine inaliénable de la gratuité, du don, du non-marchand dont la logique doit échapper au marché.

- Economie régulée / économie administrée : La régulation des marchés est indispensable pour des raisons économiques et de justice sociale :

- Sur le plan économique, les marchés ont une vertu majeure : celle de permettre la fixation décentralisée de prix d'équilibre entre une offre et une demande ; mais ils ne garantissent pas la stabilité de cet équilibre. Ils ne sont pas "autorégulateurs". La preuve en a été donnée par l'histoire du capitalisme qui est une succession de cycles et de crises économiques ou financières. La crise asiatique de 1998 ou le crash de la "nouvelle économie" et de la bourse américaine après une décennie d'euphorie en 2000 en sont des exemples révélateurs. Aujourd'hui personne ne peut vraiment exclure que nous sommes en train de créer une bulle obligataire et foncière proche de l'explosion.

- Sur le plan social, les marchés ne garantissent aucune forme de justice : la distribution des revenus qu'ils engendrent est même franchement inégalitaire ; laissée à elle-même, elle l'est de plus en plus : l'argent va à l'argent et les mécanismes de capitalisation financière conduisent nécessairement à la constitution de fortunes individuelles colossales. La régulation du marché est indispensable. L'économie régulée tempère le libre jeu du marché en laissant la liberté aux acteurs de base mais dans un cadre donné. Elle ne doit pas être confondue avec les mécanismes d'une économie administrée ou dirigiste qui fait remonter les décisions au pouvoir politique et administratif, comme par exemple le contrôle administratif des prix. De la même manière, mais vu cette fois du côté de la puissance publique, l'économie planifiée, où l'Etat définit des objectifs précis et organise dans le détail leur réalisation et qui a montré son échec, ne doit pas être confondue avec

l'économie orientée qui, pour un pays, et pour l'Europe, fixe des politiques à long terme qui cadrent l'action publique et orientent celle des entrepreneurs, en particulier :

- la politique de recherche et développement
- la politique industrielle, énergétique, commerciale, environnementale
- la politique de grandes infrastructures

Il est d'ailleurs curieux que les ultra-libéraux qui assimilent l'Etat à une entreprise comme une autre (ce qui est bien sûr faux au niveau macroéconomique) semblent oublier qu'un pays comme une entreprise a besoin d'orientations, de projets et de vision... On ne peut confier à des automatismes la direction des peuples. Il n'y rien de plus dépossédant et inquiétant pour l'être humain que de sentir son destin livré à des mécanismes qu'il ne connaît ni ne contrôle. La dignité humaine c'est de choisir des fins et de chercher des moyens qui ne soient pas leurs propres fins.

- Concurrence tempérée/Concurrence sauvage

Le capitalisme transforme spontanément l'émulation et la concurrence "loyale" (le droit à concourir est une liberté économique fondamentale qui a toujours gêné les puissants... et c'est une forme de coopération) en "démon" guerrier : exacerbée, la concurrence se transforme en lutte à mort. Le "jeu" n'est pas de bénéficier d'une saine émulation mais de détruire l'autre, le concurrent qui se transforme en adversaire puis en ennemi. La destruction de tous les concurrents permet d'acquiescer une situation de monopole qui permet de s'enrichir plus aisément... Laisse à lui seul, le capitalisme conduit à la concentration des pouvoirs, à la constitution de cartels et de mono-duopoles, de multi ou trans-nationales parfois plus puissantes que les Etats. Il s'oppose de fait alors à la libre entreprise : l'entrepreneur plus faible ne pouvant résister à la puissance de ces concurrents installés et disposant de solides "barrières à l'entrée". Il appartient clairement à l'Etat de limiter ce risque et par ailleurs de protéger les plus faibles des plus forts... Il doit mettre en place des lois anti-trusts et des règles de concurrence visant à interdire et sanctionner les cartels, les abus de position dominante etc. Ces mécanismes sont néanmoins à manier avec précaution dans le cadre international : face à des nations à la culture nationaliste et agressive, qui privilégient leur intérêt à tout prix, l'angélisme n'est pas de mise.

- Libéralisme/libre-échangeisme

Le libre-échangeisme est une doctrine économique qui prétend que l'absence totale de barrières ou de filtres dans les échanges internationaux (que ce soit de marchandises, de services ou de capitaux) est globalement favorable aux pays concernés.

Les consommateurs profitent en effet des produits et services étrangers dont ils ne pourraient profiter avec la seule production locale nationale. Cette liberté peut leur être favorable tant en termes de prix que d'innovation ou de qualité. Le libre-échange serait un aiguillon concurrentiel indispensable ; il conditionnerait le développement des échanges internationaux et serait donc un bien en soi. **Elle passe sous silence que :**

- s'il ouvre la compétition économique à des entreprises beaucoup plus fortes (pour mille raisons possibles mais qui peuvent être simplement le fait de profiter d'une monnaie sous-évaluée) le libre-échangeisme sans limite peut détruire l'offre locale et réduire ipso facto la liberté de choix.

- il conduit à des spécialisations dangereuses au plan stratégique pour les pays pour deux raisons principales : dépendance pour des ressources vitales et sensibilité aux prix de marché internationaux (exemple : cours du café, du cacao, du pétrole).
- le gain du consommateur peut être compensé par une perte du producteur socialement douloureuse et parfois économiquement pénalisante.
- une guerre des prix outrancière peut se faire au détriment de la qualité voire de la santé et du respect de conditions sanitaires cruciales en ce moment.

Pour ce qui concerne la liberté des échanges de capitaux ses adeptes favorables à la libre détermination des cours de change (changes flottants), passent sous silence la multiplication des crises évoquées ci-dessus et leur coût élevé qu'il soit social ou budgétaire : en effet, in fine, "l'addition" est payée par les Etats, selon le « sacro - principe » de la privatisation des gains et de la socialisation des pertes.... Le libéralisme économique prône la liberté d'entreprendre dans le respect des lois d'un pays ou d'une communauté de pays. Il n'est pas nécessairement favorable au libre-échangeisme. Tout comme la liberté d'entreprendre est limitée par des lois au sein d'un pays, la liberté d'échange international peut être limitée par des règles/lois internationales ou nationales (en l'absence d'accords internationaux, d'autant moins faciles à obtenir aujourd'hui du fait de la politique unilatérale des USA). La mise en œuvre de barrières tarifaires ou de quota n'empêche pas l'échange international ; elle le limite. On sait d'ailleurs que l'Angleterre puis les Etats-Unis ont su protéger leurs industries naissantes pour leur permettre de se développer au point où elles n'avaient plus besoin de ces protections. On sait que les Etats-Unis sont moins libre-échangistes dans leur pratique que dans leur discours. Quant au Japon, son nationalisme natif le conduit à des politiques pragmatiques de défense de ses intérêts (à l'origine de son fulgurant développement au lendemain de la 2^e guerre mondiale) et à considérer le libre-échangeisme comme une fadaise idéaliste.

- Croissance, décroissance, développement durable

Malgré ses limites (voir chapitre limite du PIB), la croissance du PIB reste l'indicateur macroéconomique le plus reconnu et le plus communiqué en tant qu'indicateur de la santé économique d'une nation ou d'un groupe de nations. Si sa croissance est insuffisante c'est mauvais signe. Les différentiels actuels de croissance entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe sont majoritairement interprétés comme la preuve du "déclin de la vieille Europe". Inversement les partisans de la décroissance sont de plus en plus nombreux. Quant au développement durable n'est-ce qu'un alibi pour entreprise cherchant à se donner bonne conscience, est-ce un oxymore, tout développement ne pouvant être ni durable ni soutenable ?

La découverte récente du fait que la Terre est finie montre à l'évidence que la croissance indéfinie de la consommation de ressources non renouvelables est strictement impossible. La généralisation à l'ensemble de l'humanité du mode de vie américain et même européen est elle aussi impossible, les exportateurs occidentaux et les importateurs orientaux en feront un jour ou l'autre la découverte cuisante. L'effet de serre va nous contraindre inéluctablement à faire décroître rapidement de nombreux paramètres, à commencer par notre émission de gaz à effet de serre et notre consommation d'énergie.

L'organisation socio-économique actuelle, fondée sur un pétrole abondant et quasi-gratuit va être remise en cause :

les grandes banlieues avec des gigantesques centres commerciaux obligeant à l'usage de la voiture ne seront plus écologiquement ni économiquement viables. Est-ce pour autant la fin du "développement" et le retour à une vie "globalement" frugale ? Non bien sûr si cela signifie la fin des progrès pour les déshérités de la terre. Si le PIB est un mauvais indicateur pour les pays développés, sa croissance dans les pays pauvres reste plus que jamais nécessaire. En phase de démarrage la croissance économique est une condition nécessaire du développement humain. Du côté des pays développés nous serons contraints à plus de sobriété. Mais par ailleurs les mutations rapides de l'économie vers un modèle écologiquement soutenable nécessiteront des investissements massifs : comment « soigner » la Terre des milliers de produits qui la polluent et comment produire une énergie propre en quantité suffisante pour 9 milliards d'hommes en 2050 sans innovations technologiques ? Nous ne concilierons donc les impératifs écologiques et sociaux qu'en réussissant à découpler entièrement l'activité économique et sa traduction monétaire d'une part (qui peut continuer à croître au niveau mondial) de la consommation (c'est-à-dire la destruction) de matières et d'énergie d'autre part (qui ne peut que décroître). Pour ce faire, il nous faut inventer une nouvelle macroéconomie, mesurant et gérant les flux matières et énergétiques et garantissant, comme dans les écosystèmes naturels, le recyclage parfait des matières et la consommation énergétique minimale. Comme on le verra plus loin, cela nécessite à la fois des moyens de recherche et de développement importants et des instruments de pilotage macroéconomiques nouveaux.

- Temps de travail/temps de vie

Les progrès incessants de la productivité humaine liés aux machines et à l'organisation raisonnée ont réduit le temps de travail dans une vie à une peau de chagrin. On peut calculer que le rapport du nombre d'heures de travail sur le nombre d'heures éveillées que comporte une vie était au XIX^e siècle d'environ 50 %. Aujourd'hui il est de 10% à 15%. Nos raisonnements et nos mentalités n'ont pas évolué aussi vite que cette transformation; le travail reste pour la majorité la source centrale du sens de la vie. Dès lors, l'absence de travail est une source de dévalorisation, de dépréciation voire de dépression. Les bonnes nouvelles telles que l'allongement du temps de vie, du temps de formation et la réduction du temps de travail se transforment en problèmes et en source de déséquilibres entre les prétendus actifs et les prétendus inactifs. Nos politiques sociales se donnent comme objectif de "lutter contre le chômage" (ce qu'elles n'arrivent pas à faire, ou alors au prix d'un travail sous-payé), au lieu de viser à transformer le temps libéré par la machine, la plus grande partie de notre temps, en temps créatif, en temps de vie.

- Richesse réelle/richeesse symbolique

La richesse c'est selon l'opinion commune l'argent que nous gagnons ou dont nous disposons. Il est pourtant bien connu que l'argent n'est qu'un symbole, devenu entièrement immatériel, et qui n'a de valeur que ce que nous lui reconnaissons. Ce dont nous profitons vraiment au plan économique, ce sont les biens et les services apportés grâce aux échanges - monétaire ou non monétaire - entretenus avec autrui. Cette évidence n'échappe pas à ceux qui ont vécu des périodes d'hyper-inflation et qui savent qu'elle fait perdre toute sa valeur au symbole. Cette distinction fait bien comprendre le cœur du mystère de la création monétaire : l'argent n'ayant aucune valeur intrinsèque peut être

créé à volonté et dans les seules limites que nos organisations sociales s'accordent. Elle conduit à s'interroger sur la légitimité qu'ont les banques secondaires à s'approprier le quasi-monopole de cette création monétaire. Elle permet de comprendre aussi l'une des insuffisances du PIB comme indicateur de richesse : il n'intègre pas ou pas bien les échanges non-marchands.

- Pénuries et abondances

L'humanité a vécu pendant des millénaires dans la hantise de la famine et ce jusqu'à très récemment : en Europe, la dernière grande famine date de 1850 en Irlande. La lutte pour le minimum vital a fixé une priorité claire à l'organisation humaine : les gains de productivité, seule manière pour faire face à cette pénurie. L'accumulation du capital (=la fixation de la sueur dans de la matière transformée en machine) était essentielle pour faire croître la productivité du travail. L'épargne permettant l'accumulation du capital physique et la bonne gestion d'une ressource rare était essentielle et devait être une valeur sociale profondément ancrée dans les mentalités. Parallèlement, la monnaie indispensable aux échanges nécessaires au développement devait être extraite des mines d'or et d'argent. C'était donc une ressource rare. Enfin les ressources naturelles semblaient infinies, comme la Terre pendant des millénaires. Ces raretés ont structuré nos systèmes de valeur. Il fallait être puissant pour se procurer or et force de travail nécessaires à l'acquisition de richesses réelles indispensables à la survie. Ces raretés et les priorités associées se sont inversées en quelques décennies :

- le travail devient abondant
- l'argent se crée d'un jeu d'écritures et ne peut plus manquer
- il devient techniquement possible de vivre dans une abondance raisonnée.

Mais, comme l'avait vu Keynes là aussi, nous ne savons pas faire avec l'abondance. Face au vertige que procure cette situation et au risque de dépression, nous produisons des raretés artificielles (par l'exacerbation notamment de l'insatisfaction et du toujours plus). Nous nous rendons incapables de trouver les 50 milliards de dollars supplémentaires_ qui permettraient d'éradiquer la famine, d'assurer l'accès général à l'eau potable et d'assurer à tous des soins de base. Nous recréons enfin des pénuries réelles :

- la pression humaine sur la nature a été multipliée par cent en un siècle; l'épuisement possible d'un grand nombre de ressources naturelles est annoncé à des horizons qui se mesurent en décennies ou en siècles, des délais incroyablement courts à l'échelle planétaire et humaine et qui deviennent courts à l'échelle des transformations économiques sociales et technologiques à accomplir pour les éviter

Nos valeurs et nos systèmes sociaux doivent s'adapter à ces inversions de pénuries. C'est ça ou mourir. Symétriquement, l'enjeu de l'art de vivre est un défi économique, écologique et politique.

La place et le rôle de l'Europe dans le monde : la promotion d'un nouveau paradigme économique

Face à ce défi, l'Europe a un rôle majeur à jouer, tant pour des raisons culturelles et historiques que pour des raisons actuelles de rééquilibrage stratégique face aux Etats-Unis et à la Chine. D'abord il lui faut refuser clairement pour elle-même les sirènes du modèle anglo-saxon et montrer qu'un autre modèle est possible. C'est ce que le monde entier attend d'elle. Mais elle doit savoir le faire sans chercher à s'isoler et tout en continuant à peser sur les échanges mondiaux, car la régulation, mauvaise ou bonne, est mondiale. C'est le fond de la grande difficulté rencontrée récemment à propos de son projet de Constitution. L'Europe doit être à l'initiative pour proposer de nouveaux rapports économiques et sociaux qui ne soient pas fondés sur les seuls rapports de force. Elle doit proposer de nouvelles régulations conformes à sa sensibilité de l'interdépendance croissante des nations. , **Pour ce faire elle doit affirmer clairement ses finalités et oser dessiner les contours d'une nouvelle vision du monde.**

- Refuser la fatalité

Les risques majeurs auxquels l'humanité est confrontée portent tant sur notre rapport à notre planète que sur notre rapport à nous mêmes.

Et les deux questions sont profondément liées dès lors qu'une part essentielle des défis écologiques qui sont devant nous dépend de nos propres modes de consommation, de production et, plus radicalement encore, de nos modes de vie et de pensée.

L'une des leçons les plus claires des études internationales sur les grands risques de l'avenir est la suivante : la plupart des grands maux que les conférences internationales cherchent à combattre : misère, faim, non accès à l'eau potable, soins insuffisants ou inexistants, dérèglements écologiques ou inégalités d'accès aux techniques de communication, pourraient être combattus efficacement avec des moyens modestes au regard des sommes démentielles que nous dépensons chaque année pour l'armement (mille milliards de dollars par an), les drogues (cinq cent milliards de dollars) ou la publicité (cinq cent milliards de dollars). Or c'est une cinquantaine de milliards de dollars supplémentaires qui permettrait de répondre aux besoins vitaux des êtres humains !

Ces simples chiffres démontrent à rebours de toutes les thèses dominantes que l'essentiel des problèmes de l'humanité ne résulte pas d'une absence de ressources monétaires ou techniques.

Quant aux raretés physiques, quand elles existent (désertification, déforestation, épuisement de ressources non renouvelables) c'est aussi à l'aveuglement et à l'irresponsabilité de la course au profit ou à la volonté de puissance chez les humains qu'on les doit.

C'est dire que ces chiffres vérifient une phrase particulièrement prophétique de Gandhi : « il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous mais pas assez pour satisfaire le désir de possession (au sens de la cupidité) de chacun ».

Le refus de la fatalité, c'est le refus de la domination de cette cupidité dans la conduite des affaires humaines. C'est la mise en œuvre politique d'une régulation puissante de l'économie de marché.

- Refuser les diktats

Refuser le diktat de la compétitivité internationale

On se souvient de l'ironie de Montesquieu faisant semblant de défendre l'esclavage : « Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves ». La compétitivité internationale, peut n'être pas considérée comme une horreur économique absolue, mais elle ne peut pas non plus être l'alpha et l'oméga de la politique économique et encore moins de la politique tout court. La compétition internationale - tout comme la compétition nationale - a besoin de cadres et de limites pour ne pas se transformer en lutte à mort (cf ci-dessus).

Elle ne peut dicter sa loi à toute autre considération ; concrètement, cela veut dire que les règles du libre-échange de l'OMC ne doivent pas dominer par principe les règles de l'Organisation Internationale du Travail ou de la protection de l'environnement. Les écarts de développement et les écarts d'objectifs sociaux entre les divers pays du monde sont considérables. La convergence n'est pas pour demain.

Par ailleurs nous sommes devenus profondément et irréversiblement interdépendants.

Il est utile de faciliter les échanges entre les pays et les continents et de refuser toute forme d'isolationnisme (dans la limite néanmoins de nos ressources pétrolières et fossiles, qu'on gaspille dans certains déplacements de marchandises). Cela n'est pas du tout contradictoire avec la négociation de mécanismes empêchant les excès concurrentiels réciproques :

- ceux d'une industrie (ou d'une agriculture) hyper efficace¹⁶ des pays très développés contre une industrie ou une agriculture qui l'est moins

- ceux d'organisations sociales moins protectrices et moins démocratiques contre des organisations plus humaines.

Il nous faut comprendre et accepter l'idée que les peuples ont des rythmes et des objectifs sociaux distincts ce qui suppose des « filtres » dans les échanges. Il est donc indispensable de réhabiliter politiquement la possibilité de créer des mécanismes protecteurs de la violence et des effets collatéraux du libre-échange international.

Refuser le diktat des marchés financiers

Les bourses et plus généralement les marchés financiers ont acquis une puissance considérable. A un point tel qu'ils sont parfois l'objet d'une véritable fascination, proche de la déification et du culte : « les marchés sont omniscients » « vous allez être sanctionnés par les marchés si vous osez telle mesure » « écoutez ce que vous disent les marchés ». Le président de la Banque Centrale Américaine, la Fed, est écouté comme un Chaman. Comme on l'a vu, l'organisation de la vie économique par le marché est une condition de la vie démocratique, tant que le marché ne devient pas tout-puissant, ce qui est advenu des marchés financiers après des décennies d'application des « 3 D » (déréglementation, dérégulation, décloisonnement). Il est possible et souhaitable de limiter cette toute-puissance. Cela passe par la reconquête du pouvoir monétaire par la puissance publique, par l'abandon des changes flottants et de la liberté absolue de circulation des capitaux.

¹⁶ Efficace du point de vue de la productivité du travail humain, pas du tout du point de vue énergétique et écologique. De ce point de vue notre agriculture est dangereusement inefficace. Que se passerait-il vraiment si nous manquions du pétrole nécessaire à nos récoltes et du gaz source des engrais à l'origine des rendements « miraculeux » de l'agriculture « moderne » ?

- Vivre un rapport de co-création avec la vie et la nature

Les rapports de l'homme et de la nature ont évolué en trois grandes étapes :

- adoration et soumission de l'espèce humaine récemment apparue sur terre, se vivant comme intégrée dans la nature

- à partir de l'ère dite néolithique, surtout caractérisée par la sédentarisation, distanciation et utilisation d'une nature transformée par l'homme

- à partir de l'ère industrielle domination et destruction de la nature par l'homme

Aujourd'hui c'est une lutte à mort qui s'est engagée ; l'homme a les moyens de détruire la vie sur la planète et lui avec; mais la nature n'a pas forcément dit son **dernier mot**¹⁷...Elle pourrait nous réserver quelques surprises pour nous faire définitivement ouvrir les yeux si nous tardons à le faire. Cette possibilité de détruire la nature la dévoile aux yeux de l'humanité, qui simultanément se révèle à elle-même. C'est l'heure des grands rendez-vous. L'heure de la réconciliation de l'humanité avec la nature et avec elle-même a sonné. Pour une raison simple : c'est ça ou mourir. On peut en attendre une nouvelle symbiose créatrice ; l'homme et la nature coopérant pour rendre le monde plus beau et plus généreux.

Les « **créatifs culturels** »¹⁸ incarnent bien cette attitude. L'enjeu de la qualité de vie est pour eux déterminant. Ils voient leur vie comme une œuvre d'art. Ils se sentent « habités » par leur projet de vie, qu'ils ont envie de partager, comme ils « habitent » leur environnement sans l'instrumentaliser. S'esquissent pour eux des vies de « simplicité volontaire » ou de « sobriété heureuse », véritablement « durables ».

- Remettre l'économie et la technologie au service de l'homme et de ses buts les plus généreux

L'économie a toujours eu une place excessive dans nos vies. Au fond, nous rêvons d'une vie détachée des contingences.

L'avènement du machinisme nous a donné un espoir inouï, affreusement déçu aujourd'hui. Alors que nous attendions de l'économie qu'elle soit à notre service, elle est devenue tyrannique. Pourquoi ? Parce que nos représentations mentales de l'activité de la richesse et du progrès sont marquées par des millénaires de pénurie (cf plus haut) et de priorités qui s'imposaient pour la survie. Nos systèmes et nos indicateurs de gestion, mis en place dans ce but, nous ont fait continuer sur cette route, sans que nous en ayons une conscience claire. Ils nous mènent à l'inverse du but affiché et nous conduisent à recréer artificiellement des pénuries à la porte d'un monde d'abondance. Le chômage (ou la sous activité) est la version pathologique de la libération de l'homme par la machine des servitudes du travail.

¹⁷ La planète ne souffrira pas tant que ça d'un léger déséquilibre de la composition atmosphérique. Nous, si. Jusqu'à preuve du contraire nous avons besoin de notre ration d'oxygène !

¹⁸ Voir le livre de Paul H. RAY et Sherry Ruth ANDERSON « L'émergence des Créatifs Culturels » Editions Yves Michel

La pollution et la destruction de la planète sont la conséquence d'une soumission à nos créatures artificielles, les technologies, qui de libératrices, se sont transformées pour certaines d'entre elles, en **monstres insatiables et dévorants**¹⁹.

La science reste un patrimoine parmi les plus féconds qu'a constitué l'humanité, elle est un regard sur le monde parmi les plus partageables entre les hommes. Les Européens qui en sont à l'origine ont donc une responsabilité à la faire vivre et à s'en faire les prosélytes, tout en restant vigilants au plan éthique et déontologique. L'innovation technologique en revanche lorsqu'elle a une portée générale devrait appeler à la responsabilité et au débat démocratique (pouvant engendrer le cas échéant son non-développement). De ce point de vue on ne peut que se féliciter de l'introduction du principe de précaution dans le préambule de la Constitution française.

Plus généralement, l'inversion de nos priorités collectives s'impose ; elle nécessite de remettre à leur place l'économie et la technologie, en reconsidérant nos représentations du progrès, de la richesse et de l'activité.

A commencer par la remise en cause du PIB et du Dow-Jones ou du CAC 40 comme indicateur du bonheur économique. Les critiques du PIB sont bien connues (voir annexe). Limitons-nous ici à quelques exemples : une politique de prévention n'est pas bonne pour le PIB puisqu'elle retarde les flux monétaires de la médecine curative ; en revanche de nombreuses activités dangereuses pour l'homme ou l'environnement sont comptées positivement pour le PIB (on les estime à 20 % du PIB). Cette remise en cause concrète pourrait s'appuyer comme on le verra sur l'énorme travail international de définition de nouveaux indicateurs de développement réalisé dans les dix dernières années.

Redonner un sens, du souffle et des moyens à l'action publique

Le nouveau paradigme que nous venons d'esquisser à grands traits permet d'ouvrir des voies vers des solutions à la crise actuelle, voies que nous allons aborder dans leurs grandes lignes. **A ce stade il s'agit d'une démarche contributive pour que s'engage un débat sur les (ou des) actions à conduire à court, moyen et long terme". Il ne s'agit pas ici de prétendre à l'exhaustivité. Tous les champs de l'action publique ne sont pas couverts par ces quelques lignes.**

Redonner un sens, du souffle à l'action publique

1 - Pour la redynamisation du débat démocratique et le rôle accru de la société civile.

2 - Pour une revalorisation de la solidarité et une rénovation de la politique des revenus.

3 - Pour une politique du temps de vie, la définition de nouveaux indicateurs d'activité et de richesse et une revalorisation de la gratuité.

4 - Pour un New-Deal écologique, fer de lance du développement durable.

Redonner des moyens à l'action publique

5 - Pour une nouvelle politique économique et monétaire européenne.

6 - Pour un nouveau Bretton-Woods.

¹⁹ Nos moyens miniers par exemple ont réussi à vider en quelques décennies la Terre de la moitié de ses ressources en pétrole (estimées en gros à 2000 milliards de barils) alors qu'elle avait mis des millions d'années à les constituer.

1/ Pour la redynamisation du débat démocratique et le rôle accru de la société civile.

Le développement de l'éducation, de l'accès à l'information, de l'autonomie matérielle et morale en Occident nécessite de repenser le « politique » et dans ce cadre le rôle et la mission des responsables politiques.

La société civile prend progressivement en charge des fonctions autrefois régaliennes. Ce mouvement doit être reconnu et accompagné d'un repositionnement clair des responsables politiques.

Plus que jamais les hommes et les femmes en société ont besoin d'une vision et d'un sens à la construction desquels ils ont participé vraiment. Les techniques inspirées des mécanismes de conférence des citoyens sont à généraliser sur les grandes questions. Le réseau Internet peut en faciliter la mise en œuvre à une très grande échelle.

Simultanément, les électeurs savent bien que les dirigeants ne sont pas des dieux détenant la vérité ou des pères Noël apportant des solutions toutes faites. Les débats et les désaccords leur paraissent plutôt sains, mais ils souhaitent sortir de la logique politicienne, des choix binaires du « j'ai raison/ tu as tort ».

Comment traiter ainsi des questions telles que la mutation informationnelle ou la révolution du vivant ?

Nos concitoyens souhaitent voir utiliser des méthodes de débat public productrices de synthèse et de création de nouveaux points de vue. Plus prosaïquement ils refusent de se voir imposer des contraintes qu'ils ne comprennent pas. Les procédures d'enquête d'utilité publique doivent évoluer dans ce sens.

Enfin il est bien connu que les crises (qu'elles soient sanitaires, liées à un problème technologique, ou naturelles) sont mieux gérées si la prévention a été assurée et si l'information est correctement communiquée.

Il faut penser de nouvelles formes d'ingénierie démocratiques.

En mutualisant les outils d'intelligence collective qui se développent : conférences de citoyens, budget participatif, méthodes d'évaluation démocratique, tableau de bord régulier des évolutions quantitatives et qualitatives de la société, démarches de construction de désaccords.

2/ Pour une revalorisation de la solidarité et une rénovation de la politique des revenus : pour la mise en place d'un revenu suffisant.

Nos systèmes sociaux sont en péril.

La réforme des retraites est largement insuffisante, comme on le sait. Les mécanismes traditionnels d'assistance ont des effets pervers bien connus.

Dans une conjoncture économique morose les appels à la solidarité ont peu de chances d'être écoutés.

En se projetant quelques décennies en avant – au vu des contradictions et des impasses qui ont une évidente vocation à s'aggraver, en même temps que l'immoralité profonde de notre actuelle distribution des revenus – nous sommes dans l'obligation intellectuelle d'explorer des pistes nouvelles.

Elles sont inattendues et surprenantes. Elles peuvent même inquiétées ?

Il nous semble pourtant nécessaire d'ouvrir le débat, pour mesurer l'ampleur des problèmes, les difficultés et les risques dans trois directions.

Dans trois directions

- Le revenu d'existence
- Le revenu maximum disponible
- Une nouvelle approche de l'héritage

Les deux premiers piliers peuvent se résumer en une seule idée : celle de **revenu suffisant**. La solidarité veut que les hommes les plus pauvres puissent vivre décemment avec un revenu suffisant à cette décence.

L'équité veut que les hommes les plus riches puissent se contenter d'un niveau de revenu suffisant à leurs désirs sans tomber dans l'indécence.

Le revenu d'existence

Le **Revenu d'existence**²⁰ (ou revenu de base, revenu de citoyenneté, revenu social garanti, dividende universel...), est un revenu versé inconditionnellement, c'est à dire sans justification de ressources, à tout individu, de sa naissance à sa mort, du seul fait qu'il existe.

Cette inconditionnalité choque a priori nos mentalités car notre éducation nous a enseigné que la dignité vient du travail, puisque "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front". Il ne faut pourtant pas perdre de vue que le travail rémunéré, pour nécessaire qu'il soit, ne peut plus être notre seule référence et le seul fondement du lien social. En effet, une fraction croissante du revenu des ménages se forme déjà indépendamment de toute participation à l'effort productif²¹. Notre rémunération professionnelle n'est pas non plus le fruit de notre seul effort. Elle dépend également du capital social collectif, c'est à dire du savoir faire et du travail des générations antérieures qui conditionnent l'ensemble des connaissances, le niveau des salaires, les infrastructures et la culture même dans laquelle nous vivons. Or, c'est cet ensemble qui est à l'origine de l'efficacité des efforts individuels et qui caractérise le niveau de vie d'un pays. Sinon, pourquoi à effort égal, le pouvoir d'achat varierait-il selon le niveau de développement économique des pays ? Les fruits de cet héritage et de cet effort collectif appartiennent donc à tous et la justice sociale impose que chacun en reçoive sa part.

Pour l'individu, ce revenu de base alloué à chacun parce qu'il existe, calculé à partir de la richesse produite par le pays auquel on appartient, cumulable avec les autres revenus d'activité, viendra se substituer aux revenus de transferts existants, hormis les aides à la personne pour incapacités physiques ou mentales. Il répond à son besoin de sécurité.

²⁰ Le revenu d'existence est aujourd'hui défendu au niveau mondial par des universitaires et des personnalités de premier plan regroupées au sein du BIEN (Basic Income Earth Network). En Alaska il est déjà une réalité puisque tout résident depuis plus d'un an perçoit une allocation annuelle sensiblement égale à 1 mois de salaire moyen. Au Brésil le parlement vient de voter l'instauration d'un revenu citoyen à tous les brésiliens et aux étrangers résidant depuis plus de 5 ans. En Catalogne un projet de loi de même nature a été déposé sur le bureau du Parlement.

²¹ La part des prestations sociales dans le PIB ne cesse de croître dans les pays avancés et le travail rémunéré ne concerne qu'une tranche de la population, alors que 3/5 du travail productif échappe au salariat (travail au noir, travail domestique, éducation, auto-production, bénévolat)

Pour la collectivité, ce nouveau mode de distribution de revenus, parfaitement transparent, simple à appliquer et à contrôler, assure une parfaite égalité entre tous les citoyens. Il concrétise leur appartenance à la collectivité, facteur d'intégration et de paix sociale. Il exprime la reconnaissance de la dignité de toute personne et concrétise son appartenance à la communauté humaine. Son cumul avec les autres revenus supprime le handicap des seuils de pauvreté et n'est plus une désincitation au travail, toute activité rémunérée générant un revenu supplémentaire. La collectivité reconnaît ainsi la valeur économique et sociale du travail gratuit, tout particulièrement du travail domestique, tellement nécessaire et utile, d'autant qu'il exonère la société d'importants coûts d'infrastructures et de services à la personne particulièrement onéreux. En outre, le versement d'un revenu régulier, avantageant en premier et en toutes circonstances les plus démunis, réduira l'amplitude des variations conjoncturelles.

Pour le Tiers Monde, les aides ainsi versées à la personne et non plus aux gouvernements modifieront radicalement notre assistance et notre lutte contre la misère dans le monde, et amélioreront l'impact, la crédibilité et l'efficacité de l'aide des pays riches au bénéfice des plus pauvres. Avec seulement 1 dollar par jour on doublerait le revenu des plus démunis. Assurés d'une ressource garantie tout au long de leur vie, ils ne seraient plus contraints d'avoir autant d'enfants pour protéger leurs vieux jours, mettant ainsi un terme à la surpopulation. En augmentant le pouvoir d'achat du plus grand nombre, on facilitera le développement de vastes marchés intérieurs, rendant par la même inutile la course effrénée aux exportations. C'est alors un nouveau mode de développement qui pourrait voir le jour, moins concurrentiel et plus humain.

A cet ensemble de propositions, **3 objections principales** sont généralement présentées :

- **Cette réforme est une incitation à la paresse:**
nous y avons déjà répondu.

- **Donner une somme identique aux riches et aux pauvres est profondément injuste.**

Pour lever cette objection, il suffit de rendre imposable le revenu d'existence qui viendra alors s'ajouter aux tranches marginales d'imposition, pénalisation d'autant plus forte que le revenu est plus élevé.

- **Ce projet généreux n'est pas finançable.**

En fait plusieurs propositions de financement ont été avancées. Pour la France la plus originale est celle du **professeur d'économie Yolande Bresson**²².

Dans la conjoncture présente la distribution de ce revenu, particulièrement pour les plus démunis, non seulement resserrerait notre lien social si distendu, mais encore relancerait l'activité économique avec, pour corollaire, une réduction du chômage sans risque inflationniste, les charges des entreprises n'étant en rien augmentées et les capacités productives de la nation, présentement sous utilisées, pouvant aisément répondre à une nette augmentation de la demande. Au delà de cette période de lancement la relève serait assurée par l'impôt, mais alors sur la base d'un PIB fortement accru, donc sans avoir à augmenter les taux d'imposition.

²² Le financement des 5 premières années, selon une montée en régime progressive, pourrait être assuré par l'apport échelonné de 216 milliards d'euros, par le biais d'une rente perpétuelle servie par les banques au taux maxi de 1% l'an (taux suffisant pour les couvrir de leurs frais de gestion).

Le revenu maximum disponible

Il n'est pas question de porter atteinte au libre désir de s'enrichir, ce revenu « maximum disponible » n'étant pas celui que l'on peut obtenir mais seulement celui dont on peut destiner l'usage à des fins strictement personnelles. Le revenu en excès sera donc dépensé par son possesseur pour des biens et services collectifs, librement choisis par lui et gérés par des fondations (en faciliter la création) ou par des organisations agréées au service d'activités souhaitées par la collectivité, par exemple: scientifiques, artistiques, humanitaires, médicales, d'éducation, de préservation de l'environnement, etc.... Au départ ce revenu sera fixé à un niveau élevé pour ne toucher qu'une faible couche de la population mais, progressivement, la hausse du revenu d'existence accompagné à la baisse du revenu maximum disponible réduira les écarts extrêmes de revenus. Si le rythme de croissance des richesses devait se ralentir en raison de la perte de stimulants à l'activité productive, il suffirait de modifier la règle de partage des revenus en stabilisant le revenu d'existence et en élevant le plafond du revenu disponible.

Une nouvelle approche de l'héritage

S'il est normal que tout individu jouisse de son travail et de son talent, notre société, de plus en plus inégalitaire, voit se constituer d'énormes fortunes. Est-il souhaitable pour la collectivité de maintenir au bénéfice de leurs héritiers une telle concentration de moyens et de pouvoir ? Ne serait-il pas économiquement profitable, ici aussi, au delà d'un certain seuil, d'en imposer le transfert à des fondations ou à des organismes poursuivant des missions d'intérêt général ? La collectivité y gagnerait certainement en performance grâce à une meilleure répartition des richesses et le sentiment de justice en sortirait renforcée. Evidemment, les peuples de la vieille Europe sont très attachés à l'héritage.

Pourtant, les thèses libérales les plus classiques sont beaucoup moins conservatrices en la matière.

Face aux profondes mutations de notre société, à l'élévation générale du niveau d'instruction, il n'est pas déraisonnable d'envisager une évolution des mentalités favorables à une telle réforme. Elles l'accepteront d'autant mieux qu'elles y auront été préparées.

3/ Pour une politique du « temps de vie », la définition de nouveaux indicateurs d'activité et de richesse et une revalorisation de la gratuité.

Comme on l'a vu, notre système économique est polarisé par les valeurs marchandes : **seul compte ce qui est compté**. Le non comptable, le gratuit en perd toute valeur, alors qu'il est, au fond ce qui compte le plus.

Il appartient au politique de reprendre la parole et l'initiative par l'appui à l'économie solidaire, la mise en œuvre, au-delà de l'assistance parfois nécessaire, de mécanismes nouveaux de transferts sociaux.

Il n'est plus possible d'organiser l'essentiel des politiques sur les seuls 10% du temps de vie moyen consacré au travail rémunéré. Ce qui a été commencé dans l'ordre du financement de la protection sociale par **la CSG**²³ doit désormais s'inscrire dans une politique audacieuse des temps

²³ La CSG a élargi l'assiette du financement de la protection sociale à l'ensemble des revenus

de vie s'intéressant autant à la qualité du sommeil, à l'accompagnement de la vieillesse et de la mort, aux transitions de vie (entre formation et emploi, entre deux emplois par exemple) qu'à la période dite de « vie active ». Des notions comme celle de retraite et de chômage devraient être abandonnées au profit d'une logique de « crédit-temps de libre activité ». Nos sociétés doivent, dans cette perspective, réussir dans l'ordre de l'humanisation de la grande vieillesse et de l'accompagnement de la mort ce qui a été réalisé dans l'ordre de l'accompagnement de la naissance et de la petite enfance.

La fin de la tyrannie marchande passera par la définition et l'animation politique de **nouveaux indicateurs d'activité et de richesse**²⁴ en complément du PIB dont les limites sont de mieux en mieux connues (voir encadré) et du CAC 40.

Les agences de notation extra-financières qui tentent aujourd'hui d'évaluer les politiques sociales et environnementales des entreprises (cotées sur l'essentiel aujourd'hui) pourraient constituer un levier en la matière. On pourrait proposer que les entreprises soient contraintes de publier des rapports **sociaux et environnementaux**²⁵ et qu'elles soient sanctionnées positivement et négativement en fonction de la qualité de leur politique dans ces domaines. Cette sanction pourrait être fiscale, via un système de bonus-malus à préciser.

De nombreux travaux ont été effectués dans le monde pour tenter d'élaborer un ou plusieurs indicateurs représentant mieux le développement et sa qualité que le PIB. En simplifiant ces indicateurs visent précisément à évaluer mieux que le PIB les deux piliers non-économique du développement durable : le bien-être (pilier social) et la durabilité des ressources (pilier « planète »).

Nous ne citerons pas tous les **indicateurs imaginés**²⁶ mais ceux qui nous semblent les plus connus et/ou prometteurs.

L'empreinte écologique vise à mesurer l'atteinte faite aux ressources dites renouvelables (en partant de l'idée que si on « tire » trop sur ces ressources, elles ne se renouvellent plus ce qui met en danger la vie sur terre). La consommation de ces ressources est exprimée en surface (la surface nécessaire pour reproduire ces ressources) qui peut ensuite être visualisée en nombre de planètes. Cet indicateur n'est pas reconnu par les scientifiques comme sérieusement fondé mais il a le mérite d'être très parlant.

L'indice de Développement Humain (IDH) est le seul qui ait franchement passé la rampe ; il a été créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, notamment à partir de travaux du prix Nobel Amartya Sen; il agrège trois indicateurs de base : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes combiné au taux de fréquentation scolaire des jeunes) et le revenu (le PIB par habitant calculé en Parité de Pouvoir d'Achat).

²⁴ Voir le petit livre de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Collection repères, n° 404

²⁵ La loi NRE prévoit cette contrainte mais les sanctions prévues ne sont pas dissuasives et cette loi ne s'applique qu'aux grandes entreprises.

²⁶ Voir Gadrey et le rapport DARES, et également « les indicateurs de développement durable : un défi scientifique, un enjeu démocratique, Paul-Marie Boulanger les séminaires de l'Idri, n°12

L'indice de bien-être économique (IBEE) de Lars Osberg et Andrew Sharp consiste en une moyenne pondérée de quatre indicateurs synthétiques agrégeant une soixantaine de variables monétaires et non monétaires : la consommation courante, les stocks de richesse (économique, humaine et environnementale), la répartition des revenus (donc l'inégalité), le degré de sécurité économique.

L'indice de bien-être économique durable (IBED²⁷) corrige le PIB en tenant compte des contributions négatives et positives que le PIB ne prend pas en compte. Il se calcule de la manière suivante :

Consommation marchande des ménages + services de travaux domestiques+dépenses publiques d'éducation et de santé- dépenses privées « défensives »- coûts des dégradations de l'environnement- dépréciation du capital naturel+ formation de capital productif.

Le Bilan Carbone²⁸ mesure l'émission de Gaz à effet de serre d'un individu, d'une famille, d'une entreprise etc. Etant ciblé sur une donnée environnementale essentielle il est très rigoureux. En revanche il n'est pas représentatif des autres dimensions du développement.

Ces indicateurs donnent une autre lecture du développement; en comparant par exemple l'évolution d'un indicateur et celle du PIB on s'aperçoit qu'elles ne sont pas nécessairement parallèles. La plupart des travaux montrent clairement pour les pays développés un décrochage de la croissance de ces indicateurs dans les années 1990 alors que **le PIB continue à croître²⁹**

- ils attirent l'attention sur les limites de notre modèle : alors qu'elle ne tient compte que des ressources renouvelables l'empreinte écologique montre clairement la contradiction à laquelle nous sommes confrontés : nous n'avons pas à notre disposition une ou plusieurs autres planètes

- ils sont quantifiés et chiffrés ce qui permet de situer les ordres de grandeur et d'argumenter rationnellement.

Voir l'encart : « les limites du PIB »

Cette politique souhaitable de temps de vie, ces nouveaux indicateurs de richesse et cette revalorisation d'une gratuité créative ne trouvent aujourd'hui qu'une place ponctuelle dans l'économie de marché.

On peut certes espérer que, grâce notamment à un usage plus fréquent et mieux suivi d'effets des notations de leur bilan social et écologique, les entreprises prêtent une attention plus large aux facteurs humains et environnementaux

Mais la production de bien être, le développement « souhaitable » ne sauraient être leur ressort principal.

La recherche de compétitivité et de rentabilité les conduit à rejeter de l'emploi ou à précariser celles ou ceux qu'elles ne trouvent pas performants et à ignorer des besoins pressants mais ne rencontrant pas une demande assez solvable.

Ce nouveau souffle politique ne saurait non plus se fonder sur les seules interventions de l'Etat et des collectivités publiques.

²⁷ Plus connu sous ses initiales anglaises, l'ISEW, Index of Sustainable Economic Welfare; l'ISEW a fait des "petits" aux Etats-Unis, le GPI ou Genuine Progress Indicator, et en Angleterre le MDP ou Measure of Domestic Progress

²⁸ Méthodologie certifiée par l'Ademe ; voir www.manicore.fr, site de l'ingénieur qui l'a mise au point, Jean-Marc Jancovici

²⁹ Voir Gadrey op cité

L'économie administrée est trop prisonnière de règles purement comptables ; elle n'a pas la culture de l'initiative et pratique peu les indicateurs de prévoyance et de qualité. **Il existe en revanche un tiers secteur à cheval sur l'économie et la solidarité**, dont les ressources se situent en partie sur le marché - dès lors qu'une demande solvable s'y manifeste - et qui font également appel à d'autres financements diversifiés : subventions, contrats de marchés publics, aides bénévoles, épargne solidaire, participation des usagers etc...

Ce tiers secteur s'étend sur des activités de nature très diverse : entreprises sociales d'insertion, commerce équitable, associations culturelles, environnementales, d'entraide etc... Il emploie des millions de personnes en Europe. Mais son rôle économique est contesté ou méconnu.

L'opinion imprégnée par le discours libéral – utilitariste et orientée par un individualisme marchand omniprésent lui reproche ses coûts et considère qu'elle ne produit pas de vraies richesses. Elle ignore les risques évités et la valeur de services immatériels dont ni la société ni l'économie ne peuvent se passer. Le problème est de surmonter cette ignorance : des indicateurs clairs et précis, permettant, à défaut de mesurer en unités de compte, d'évaluer objectifs et résultats des services rendus peuvent contribuer à la reconnaissance du tiers secteur et donc à sa légitimation. Il sera alors en mesure de trouver les moyens financiers nécessaires pour se dégager tant des exigences d'une course au profit sur le marché que des limites et des contraintes de l'aide publique. Il aura ainsi sa place dans une économie plus équilibrée.

Les limites du PIB

Le PIB est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la performance macroéconomique d'un pays. Que mesure-t-il exactement et que ce sont ses limites ?

Le PIB est une mesure d'échanges monétaires, donc de flux et non de patrimoine. Il ne peut mesurer la richesse nationale au sens strict, qui est un patrimoine (avec quatre grandes composantes : le patrimoine naturel, le patrimoine bâti et industriel, le patrimoine humain, culturel et artistique, le patrimoine financier qui, au niveau d'une nation, se limite aux devises détenues, créances et titres sur l'étranger).

Le PIB compte en positif, donc comme des accroissements de « richesse-revenu », des activités qui sont clairement destructrices de patrimoine (Les dégâts produits par les catastrophes naturelles et les accidents en sont pas comptabilisés mais les coûts de réparation et de reconstruction le sont positivement, l'économie criminelle est comptabilisée, la destruction du patrimoine naturel engendrée par une activité minière n'est pas comptabilisée, les pollutions engendrées par une activité chimique ne sont pas comptabilisées etc.). Il ne permet pas d'évaluer la « durabilité » de notre croissance économique.

Le PIB n'est pas une mesure du bien-être : une croissance du PIB peut être corrélative d'une diminution de la qualité de vie au sens large, résultant par exemple d'une aggravation des inégalités ou d'une dégradation de la qualité des services collectifs.

Le PIB mesure imparfaitement l'activité.

Il n'intègre pas les services non marchands ; le travail bénévole (dans des associations ou à la maison) n'est pas valorisé dans le PIB ; le seul travail domestique représente une part significative du PIB (évaluée dans une fourchette très large à 30-70 % du PIB). Il est donc nécessaire de disposer d'autres indicateurs de « richesse » ou de progrès.

4/ Pour un New-Deal écologique, fer de lance du développement durable.

Si l'on ne peut nier que le développement durable a quelques réussites à son actif, les actions engagées restent parcellaires et insuffisantes face aux enjeux. Sous la pression de la prise de conscience scientifique et citoyenne, les gouvernements européens doivent lancer des actions de grande ampleur, en retrouvant l'esprit d'un homme comme Roosevelt. Ce New-Deal pourrait être favorisé par la ratification d'un troisième grand texte complémentaire à la déclaration universelle des droits et à la charte des Nations Unies définissant les droits et responsabilités humaines à l'égard de notre « Terre-Patrie »³⁰ et proposant un principe-guide de **solidarité écologique internationale**. La mobilisation mondiale suite aux dernières catastrophes montre que l'idée en est sans doute mûre. Il serait également facilité par la naissance d'une **agence mondiale de l'environnement**.

Concrètement il inclurait une série d'actions telles que :

Des incitations financières fortes pour sortir de la double crise énergétique (effet de serre et surconsommation des énergies fossiles)

L'accélération de la lutte contre l'effet de serre passe par la renégociation du protocole de Kyoto mais aussi la mise en œuvre de mesures palliant ces conséquences déjà inéluctables : digues à Paris qui va être inondé assez largement, réorganisation de **la distribution territoriale**³¹ des activités etc.

Les économies d'énergie, notamment dans le **bâti ancien**³², doivent être à nouveau puissamment aidées ainsi que l'efficacité énergétique (cf **facteur 4**³³), les énergies renouvelables et le recours au vecteur hydrogène, (notamment dans l'appui aux programmes de recherche et développement) et plus généralement la valorisation de l'innovation en matière de technologies propres et sobres ; rappelons que ce marché est évalué aujourd'hui par l'Union Européenne à 550 milliards de dollars. Rappelons en particulier que les nanotechnologies pourraient faciliter la réutilisation intégrale de tous les déchets et leur recyclage au niveau local, réduisant d'autant les transports polluants.

Une taxation progressivement accrue de l'énergie fossile³⁴ S'il est nécessaire de soutenir financièrement les

³⁰ Selon le terme d'Edgar Morin.

³¹ Il faut reconstruire les habitats sans attendre une éventuelle pénurie d'énergie : il se pourrait que cela devienne impossible, créant des crises humaines et économiques majeures.

³² Où il est impératif d'encourager l'isolation renforcée des vitres, les changements de chaudière inefficace et, évidemment, l'isolation thermique.

³³ Le rapport « Facteur 4 » a montré qu'il était techniquement possible de diviser par quatre notre consommation d'énergie à service et confort constants. Il importe de rappeler ici que l'effet « rebond » peut anéantir ces efforts individuels si la consommation globale croît (si on a plus de machines qui prises une à une consomment moins, on peut consommer autant)

³⁴ Des travaux de Patrick Criqui, économiste de l'énergie à Grenoble, montrent qu'une croissance progressive du prix de l'énergie pourrait ne pas avoir de conséquences sociales si elle était mise en place de manière anticipée ; à l'inverse ne pas préparer et subir de plein fouet une inévitable crise sera dévastateur socialement

technologies d'avenir et d'encourager les comportements « propres et sobres » il est tout aussi nécessaire de décourager la consommation des énergies fossiles. Leur taxation accrue aurait de nombreux avantages : réduction de la consommation, rentabilisation des alternatives, augmentation des recettes fiscales (pour financer les aides ci-dessus), préparation de l'Europe à une inévitable crise de l'énergie et limitation de son ampleur et de ses conséquences, notamment sociales, par son anticipation. Cette mesure peut sembler choquante et injuste : il est pourtant évident qu'il sera plus facile à chacun de s'adapter progressivement à un prix du pétrole toujours plus élevé que de subir de plein fouet des chocs inévitablement violents.

La réorientation de la Politique Agricole Commune vers une agriculture de goût et de qualité et une contribution à une ruralité retrouvée

S'il est bien compréhensible que les évolutions de la PAC soient progressives son orientation doit être claire : il ne s'agit pas de libéraliser les marchés agricoles, ce qui signifierait à terme la destruction de l'agriculture comme en Grande-Bretagne (au profit non des pays en développement mais des pays les plus compétitifs, en général membres du **groupe de Cairns**³⁵, militant pour le libre-échange des produits agricoles). Il s'agit de supprimer à terme les subventions aux activités destructrices (qui sont en fait des subventions indirectes aux industries chimique et pharmaceutique) et de favoriser une agriculture autosuffisante, de goût et de qualité, respectueuse des terroirs et des savoir-faire traditionnels. Il faut également quitter le chemin de l'agriculture intensive qui a déserté les campagnes et leur art de vivre pour en faire des déserts humains. La fonction sociale et spatiale de l'agriculture doit être revalorisée. Les aides de la Politique Agricole Commune peuvent et doivent intégrer ces critères qualitatifs.

La promotion d'une économie circulaire et d'une économie dématérialisée

L'espèce humaine est la seule à ne pas utiliser ses déchets comme des ressources. Son économie est linéaire : elle dévore les ressources et produit des montagnes de déchets. A l'inverse, l'économie circulaire, à promouvoir, « boucle » les flux afférents aux activités humaines en vue d'épargner le plus possible. La Chine et le Japon ont légiféré récemment pour imposer cette logique « naturelle » dont on peut voir des exemples dans des grands « Ecoparcs » industriels. La dématérialisation de l'économie conduit à « décorrélérer » le PIB et les flux monétaires de la consommation de matière et d'énergie. Cela passe par l'encouragement chez les consommateurs d'une logique de location, d'usufruit, en substitution d'une logique d'appropriation-destruction. Chez les industriels cela passe par l'encouragement d'une logique de vente de services et de fonctions (d'où le terme d'économie des fonctionnalités) et non de produits.

Redonner des moyens à l'action publique

5/ Pour une nouvelle politique économique et monétaire européenne.

L'Europe peut et doit impulser un nouveau modèle économique et une nouvelle politique monétaire. Avant de présenter ce que pourraient être les lignes de force de propositions européennes au niveau mondial il importe de commencer par ce qui est sous sa responsabilité directe.

³⁵ Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Iles Fidji, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Afrique du Sud, Thaïlande et Uruguay.

Au plan économique

La régulation de l'économie mondiale doit passer par de grandes zones géographiques homogènes, au sein desquelles les traditions culturelles, les besoins matériels et spirituels, les formes d'organisation du capitalisme sont très différentes. Au niveau européen cela passe par la réactivation d'une préférence communautaire affichée et la mise en place d'institutions et de mécanismes protecteurs et la renégociation de barrières tarifaires et quotas avec nos partenaires. Il est notamment nécessaire de régler deux problèmes majeurs créés par le mode actuel de financement de nos systèmes sociaux : les cotisations sociales alourdissent les prix de revient des entreprises dans la compétition internationale et ils sont proportionnels aux salaires. Il en résulte fatalement une dynamique de remplacement des salariés par les machines ou, en l'absence de régulation, par les salariés largement moins bien payés de pays tiers. On peut imaginer plusieurs solutions pour régler ces deux problèmes.

La création d'une TVA sociale permettrait de sortir de la logique actuelle où la compétition microéconomique devient une compétition entre systèmes fiscaux et sociaux et qui ne peut que conduire à la victoire des moins-disants sociaux.

La création d'une TVA sociale

Alors que la fraction de la population active dans la population totale diminue en raison de l'allongement de la durée de la vie et que, parallèlement, le temps consacré au travail ne cesse de décroître durant la vie active, il devient irréaliste de maintenir le financement des charges sociales principalement sur le revenu du travail, d'autant que cette mesure pénalise fortement les pays européens dans leur politique sociale à laquelle ils sont si attachés. Il serait beaucoup plus judicieux de taxer la consommation en appliquant des règles similaires à celles de la TVA. Cette réforme présenterait un triple avantage :

- un élargissement de l'assiette des cotisations (la totalité de la Valeur Ajoutée et non plus la seule part revenant au travail)
- une taxation des importations, une détaxation des exportations
- une imposition au moment de la vente et non plus de la production, avantage de trésorerie non négligeable pour les activités à cycle long, tout particulièrement pour la recherche.

Contrairement à une idée reçue la modification de l'assiette d'imposition n'aurait pas d'impact sur l'indice moyen des prix à la consommation pour les productions nationales, puisque les charges prélevées actuellement sur les salaires sont, bien évidemment, répercutées dans les prix de vente.

C'est bien déjà le consommateur qui en supporte le coût, et ce, proportionnellement au montant de ses achats mais, cette fois, sa contribution pourrait être aisément modulée en fonction du bien ou du service acheté par un jeu sur les taux d'imposition. Il ne s'agit donc pas d'un prélèvement nouveau mais simplement d'une modification du calcul et de l'assiette des cotisations qui seraient toujours payées par les entreprises aux organismes sociaux concernés. A cet égard rien ne serait changé par rapport au système de financement actuel.

Cette réforme va principalement favoriser les secteurs nationaux à forte intensité de main d'œuvre et pénaliser les importations, tout spécialement pour les produits incorporant une grande quantité de main d'œuvre à bas prix. On améliorera ainsi la compétitivité des entreprises nationales, de plus en plus contraintes à se délocaliser ou à intensifier leurs investissements de productivité. Dans l'un et l'autre cas elles sont donc conduites à diminuer la part de la main d'œuvre nationale dans leur production. Du fait du double effet : baisse des prix à l'exportation, hausse des prix des produits importés,

on obtient les mêmes conséquences qu'une dévaluation monétaire, à même de compenser le dumping des pays qui laissent se dévaluer leur monnaie, sans encourir le reproche d'avoir procédé aux mêmes manipulations.

Et, surtout, on amorce une « réforme du futur » puisque, quels que soient les pays concernés, la part de la main d'œuvre dans la production ne cessera de décroître. Tôt ou tard on sera donc immanquablement conduit à reporter l'effort financier sur la consommation, en l'étendant à toutes les activités quelle qu'en soit la forme.

Au plan monétaire

La logique néolibérale a fait perdre tout pouvoir réel aux Etats Européens et à la puissance publique et a transféré le pouvoir monétaire et financier aux banques et compagnies multinationales. Aucune modification substantielle des règles du jeu ne peut se concevoir tant que les Etats ne retrouveront pas une partie de ce pouvoir monétaire.

La réforme des statuts de la BCE et l'accès contrôlé des Etats Européens à la création monétaire

On sait que les statuts de la Fed mettent l'emploi et l'activité en priorité sur la lutte contre l'inflation, ce qui lui permet une politique monétaire active et régulatrice (complément 2) et non artificiellement restrictive comme c'est le cas en Europe. Il faut élargir les missions de la BCE pour qu'elles soient comparables à celles de la FED.

Comme pour la FED sa mission doit être double :

"Maîtrise des prix mais aussi développement de l'activité économique et de l'emploi".

Pour ce faire il faut :

- **La doter de moyens d'action suffisants**, notamment de la possibilité de créer de la monnaie directement, par exemple par l'opération d'open-market sur le modèle américain.

- **Définir la procédure et les critères de répartition** de cette création monétaire entre les divers pays de l'Union, le but étant l'obtention d'une croissance optimum au regard de la résorption du chômage, de la maîtrise de l'inflation et des rattrapages nécessaires de niveaux de vie.

- **Faire rendre compte à la BCE de son action** devant les instances politiques de l'UE en l'obligeant à publier ses travaux et ses décisions. Cette réforme serait l'occasion de repenser les modalités d'attribution et de financement de l'aide au développement. Pour disposer des capitaux nécessaires, face à l'immensité des besoins à satisfaire dans le cadre des objectifs fixés par l'ONU, recourir pour partie à une création monétaire directe, en particulier cette fois par le biais des Droits de Tirages Spéciaux **selon les propositions de Georges Soros**³⁶.

L'aide européenne régionale renforcée par le lancement d'un vaste plan Marshall

Il nous semble opportun et souhaitable de retrouver le souffle et les mécanismes d'un Plan Marshall, qui pourrait dynamiser l'économie européenne comme ce fut le cas pour les Etats Unis au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, puisqu'ils retrouvèrent un taux de croissance de 7% dès 1950 alors que l'Europe voyait son PIB croître d'un tiers de 1948 à 1951. Il appartient aux pouvoirs publics de déterminer quels en seraient les premiers bénéficiaires : anciens pays de l'Europe de l'Est? Pays du pourtour méditerranéen (pour ceux qui ne bénéficient pas de la manne pétrolière) ?

³⁶ Cf. Guide critique de la mondialisation, ed. Plon, p.205 et s.

Cette initiative concrète de solidarité internationale serait une preuve tangible que l'Europe ne se contente pas d'incantations ou de leçons de morale en la matière. Evidemment elle va buter sur les contraintes budgétaires dont on a vu qu'elles étaient sérieuses.

Le budget européen n'est pas à la hausse, dans ces temps libéraux. Il faut donc faire preuve d'inventivité et casser les cadres intellectuels de la « pensée unique ». Le mécanisme le plus simple consisterait à créer un organisme ad hoc chargé de gérer ce plan de collecter les fonds nécessaires (en s'endettant sur le marché européen) et de s'assurer de leur correcte utilisation. Pour sécuriser les épargnants il faudrait donner à la BCE la possibilité de racheter les titres d'endettement de cet organisme.

Cette aide relancerait à la fois les économies européennes et les économies régionales. Son impact inflationniste serait très modéré du fait de l'adéquation des financements créés aux besoins économiques, tout comme ce fut le cas pour le plan Marshall originel.

6/ Pour un nouveau Bretton-Woods.

Face à la permanence du risque systémique, la mise en œuvre d'une vaste réforme du système monétaire international, et plus généralement de la gouvernance mondiale, est indispensable.

L'après-guerre a été marqué par des initiatives majeures de solidarité internationale. C'est cet esprit qu'il faut recréer avant que les événements nous y obligent à nouveau.

Face à un probable refus des Américains de telles initiatives l'Europe a un rôle déterminant à jouer comme pour le protocole de Kyoto. Au plan institutionnel, l'Union Européenne doit impulser la mise en place d'un dispositif global au sein de l'ONU intégrant le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, l'OMS, l'OIT et d'une Agence Mondiale de l'Environnement. Des procédures d'arbitrage entre ces institutions ne donnant pas comme aujourd'hui systématiquement la priorité à l'OMC ou au FMI doivent être définies et mises en place. Simultanément, comme lors de la négociation des accords de Bretton-Woods il faut réformer radicalement le système de changes actuels qui a montré ses limites et surtout dont on perçoit qu'il peut nous conduire à une crise mondiale majeure.

La création d'une unité de compte mondiale et pilotage des parités monétaires et des déséquilibres des balances des paiements

Presque tous les responsables politiques, et une majorité d'économistes, admettent que le système monétaire international est à repenser. L'ordre de Bretton-Woods, mis sur pied après la II^{ème} guerre mondiale, était fondé sur la solidarité implicite des nations. D'abord par le Plan Marshall, puis par ses dépenses militaires, le pays excédentaire (les USA) recyclait ses excédents commerciaux et gouvernait l'ordre monétaire pour le bien de tous.

Lorsque les nouveaux gagnants du commerce international appurent (Allemagne, Japon), ils ne jouèrent pas le même jeu. Ils accumulèrent les excédents, créant mécaniquement des déficits ailleurs, et des déséquilibres en chaîne. Les Etats-Unis choisirent de casser le système et se mirent à promouvoir la liberté des changes.

Cette liberté des changes, qui est en œuvre depuis maintenant 30 ans, n'a pas tenu ses promesses. Les déséquilibres se sont accentués et les crises multipliées.

Un nouvel ordre monétaire mondial devrait idéalement répondre aux besoins suivants :

- 1) Résorber les déséquilibres des balances des paiements.
- 2) Résorber autant que possible les possibilités de spéculation monétaire.
- 3) Laisser à chaque pays monétairement distinct l'autonomie de sa politique monétaire.

La résorption automatique des déséquilibres nécessite que les excédents soient recyclés. Un pays ne devrait pas pouvoir rester durablement et fortement excédentaire. On doit lui laisser le choix des moyens de résorber ces excédents (augmenter les salaires pour diminuer sa compétitivité et augmenter ses importations, favoriser certaines importations, prêter à bon compte aux pays déficitaires, ...) mais au bout du compte les mauvais joueurs devraient être sanctionnés financièrement.

Supprimer la spéculation nécessite de revenir à des changes fixes, avec des mécanismes adéquats pour empêcher les dévaluations « forcées ». Cet objectif impose en pratique de restreindre fortement la liberté des changes, en déconnectant autant que possible les marchés financiers des différents pays.

Un système qui réponde à ces principes de base a été formalisé par P. Davidson³⁷. Il y a une monnaie internationale, le IMCU (International Money Clearing Unit), elle est gérée par une simple chambre de compensation qui applique les règles convenues entre tous. Chaque banque centrale change librement sa monnaie contre des IMCU et les IMCU contre toute monnaie, à des cours fixes. Les monnaies nationales ne peuvent s'échanger directement. Les mouvements de capitaux sont donc contrôlés.

Les excédents de balance des paiements sont constatés dans les comptes en IMCU, et sont fortement découragés : si dans un délai déterminé le pays excédentaire n'a pas résorbé son excédent par achats ou investissement dans un autre pays, ou par une aide financière directe, l'excédent est confisqué et réparti entre les pays déficitaires.

Les taux de change entre IMCU et monnaies nationales sont fixes mais ajustables périodiquement en fonction d'un index accepté par tous, par exemple celui des niveaux des salaires, de manière que le IMCU ait un pouvoir d'achat constant dans le pays concerné. Ceci garantit à tous que le IMCU ne se dépréciera pas. Nous passerons ici sous silence les moyens de régler d'autres cas particuliers de déséquilibres. Ce qui est important, c'est qu'à partir du moment où les canaux de circulation de la monnaie sont sous contrôle, il est possible d'établir des règles pour diminuer, voire supprimer les déséquilibres.

Une autre approche est celle de la monnaie d'utilité globale (MUG) dont « la Terra » serait l'unité monétaire. Proposée par l'un des anciens directeurs de la banque centrale de Belgique, Bernard Lietaer, cette monnaie destinée à favoriser le développement durable et l'investissement à long terme serait définie à partir d'un ensemble de biens et services essentiels pour le commerce international ; cette approche s'inscrit dans une approche internationale de monnaies et de systèmes d'échange complémentaires destinés à développer les économies locales, les échanges de proximité et dans une logique de développement humain soutenable.

Une tentative de ce type appuyée par l'économie sociale et solidaire et trois conseils régionaux français, « le sol » s'inscrit dans un programme européen Equal.

³⁷ « Export-led growth and a proposal for an international payments scheme » par P. Davidson in « Post Keynesian macroeconomic theory », Edward Elgar (1994)

L'approche des monnaies complémentaires vise également à « recycler » dans une perspective de développement durable les masses financières considérables aujourd'hui largement stérilisées par l'économie spéculative. Par exemple les masses monétaires transitant par des paradis fiscaux (officiellement condamnés par tous les états du G8 et les institutions internationales) se verraient « converties » en ces monnaies d'utilités écologiques et sociales. De plus, en cas de crise financière majeure les propositions monétaires comme « la terra » à l'échelle mondiale ou « l'eurosol » à l'échelle européenne viseraient à éviter qu'une crise née au cœur de l'économie spéculative se traduise par une récession dramatique de l'économie réelle.

Le recours à la Taxe sur les Transactions de Change

Les produits dérivés se sont développés après la sortie du régime de Bretton-Woods pour permettre aux entreprises de se couvrir des fluctuations devenues permanentes de la valeur des monnaies, des matières premières, des actions et des taux d'intérêt.

Malheureusement ces produits ne corrigent pas du tout ces excès contrairement à l'espoir mis en eux mais au contraire les amplifient (voir compléments techniques). Les autorités monétaires en sont bien conscientes ; la réforme dite Bâle 2 qui entrera en vigueur en 2007 vise à resserrer les contraintes de gestion « prudentielle » au sein des établissements bancaires. Mais elle ne suffira pas. Il importe donc de mettre en place des outils nouveaux.

Nous n'avons pas la prétention de pouvoir indiquer sur ce sujet important mais très technique plusieurs voies de solution. En revanche il nous semble essentiel d'en débattre. Le caractère potentiellement dévastateur de ces produits présente un risque objectif, et son opacité est une preuve flagrante d'absence de démocratie.

Notons que ces inquiétudes sont ressenties au sein même du monde bancaire. Patrick Artus³⁸ signale qu'un groupe de banquiers d'investissement animé par le directeur général de la banque Goldman Sachs a publié un rapport pour demander que l'on s'attaque au problème urgent des dérivés de crédit et autres instruments complexes. La proposition de Taxe sur les Transactions de Change, proposition bien connue et dont les critiques ne résistent pas à l'examen, pourrait tempérer l'utilisation des produits dérivés, sur le marché des changes.

La taxe dite « Tobin » récemment popularisée a donné lieu à nombre d'idées fausses, c'est la raison pour laquelle nous préférons l'appeler TTC³⁹. Essayons de donner ici une idée correcte de ses avantages et inconvénients.

Le premier avantage avancé dans le grand public est de fournir une ressource pour financer le tiers-monde. Ce n'est pas à notre point de vue le principal, car cette taxe n'a pas vocation prédéterminée à financer tel ou tel objectif.

Reste qu'il est normal de taxer cette très importante activité économique, au même titre que toute autre, d'autant plus qu'on n'a pas l'impression qu'une telle taxe serait nuisible à l'économie.

Le deuxième avantage est, comme l'a dit Tobin, de « mettre un grain de sable dans le mécanisme de la spéculation ».

Ceci est plus intéressant, mais à condition de moduler son taux en fonction des circonstances.

Car un taux général élevé préleverait un impôt exagéré, tandis qu'un taux faible n'empêcherait pas la spéculation.

Aussi, on a proposé⁴⁰ que le taux soit faible lorsque les taux de change sont calmes mais très élevé si les devises concernées sortent de leur marge admise de fluctuation.

Ce mécanisme taxerait aussi fortement que nécessaire la spéculation sans faire appel à l'arme ruineuse d'une hausse importante des taux d'intérêt. Les inconvénients ont été principalement présentés par ses détracteurs, et ne sont pas aussi fondés qu'on le croit généralement

Est-il vrai que les opérateurs pourraient échapper à la taxe en opérant sur des places offshore ? Non.

En effet, une banque offshore ne peut fabriquer les dollars ou les euros qu'elle fournit à ses clients. Elle doit en tout état de cause avoir accès aux systèmes de paiement des pays où résident les agents économiques. Si elle refuse de coopérer à la saisie de l'assiette de la taxe, et qu'on lui ferme l'accès à ces systèmes de paiement, elle ne peut plus exercer auprès de tous les résidents de la zone concernée. Ceci est peu concevable s'il s'agit d'un grand ensemble comme l'UE ou les USA.

Les opérateurs pourraient-ils inventer toutes sortes d'instruments financiers pour échapper à la taxe ?

Bruno Jetin a montré que si on taxe sur le lieu de livraison des devises, on saisit 95% des transactions. Si on taxe le reste sur le lieu de négociation (les salles des marchés), on saisit presque tout. Ici aussi, les banques ne peuvent que s'exécuter sous peine de représailles de la banque centrale.

La TTC pourrait-elle rendre impossibles les opérations de couverture en les rendant trop coûteuses ?

Les banques qui vendent des couvertures de change se constituent des portefeuilles de couverture qu'elles adaptent en permanence en réalisant des transactions quotidiennes de change, en partie à l'origine de l'énormité des transactions sur les devises⁴¹. La TTC ne serait pas qu'un simple grain de sable - ce que souhaitait son inventeur James Tobin - mais un sérieux obstacle au développement des produits dérivés. Cet argument se reverse-t-il aisément? Si c'est vrai il est intéressant de constater que la TTC aurait la propriété de permettre d'« internaliser » les coûts sociaux des produits dérivés qui sont en général payés au moment des crises par la collectivité.

La TTC entraînerait-elle une bureaucratie énorme ?

On peut penser au contraire que les frais de gestion de la taxe seraient très faibles comparés à ceux d'autres impôts. En effet, toutes les transactions de change sont maintenant automatisées. La CLS, chambre de compensation mondiale opérationnelle depuis 2002, traite aujourd'hui en temps réel, la moitié du volume de change, et ne cesse de progresser.

Tout ceci montre que l'instauration de la taxe n'est pas nécessairement mondiale dès l'origine. Un ensemble important, tel que l'Europe, ou même l'Euroland, peuvent mettre en œuvre la TTC. En effet, s'il s'agit de l'Europe, elle assure environ la moitié des transactions de change du monde. Certes, cette situation est essentiellement due à la place de Londres qui compte pour presque un tiers. Si Londres n'applique pas la taxe, le poids est moindre, mais Londres peut-elle refuser d'appliquer la taxe si l'Euroland le demande, alors que la moitié des transactions londoniennes concernent l'euro ? Si 95% de ces transactions sont livrées dans la zone euro, la BCE est maîtresse du jeu et il est peu probable que les salles de marché se délocalisent à Londres.

³⁸ Dans son dernier livre « Le capitalisme est en train de s'autodétruire » La découverte, 2005

³⁹ C'est Bruno Jetin qui propose de la nommer ainsi. Voir « La taxe Tobin et la solidarité entre les nations », 2002 (Descartes et Cie).

⁴⁰ Notamment Paul Bernd Spahn, professeur à l'université Goethe à Francfort et ancien consultant au FMI.

⁴¹ Voir Nicolas Bouleau, Martingales et marchés financiers, Odile Jacob, 1998, p66

Compléments techniques

I/ Donner à la BCE une mission et de moyens comparables à ceux de la Fed Le retour à la prospérité en Europe et, par voie de conséquence la diminution du chômage, sont dans une très large mesure conditionnés par un assouplissement des contraintes imposées par le traité de Maastricht, contraintes qui ne permettent pas la conduite d'une politique monétaire et budgétaire plus active, génératrice de relance économique. Explicitons-en les raisons et inspirons nous de l'exemple américain pour formuler des propositions.

1/ Les contraintes imposées à l'Union européenne

Le difficile financement des dépenses publiques ou privées d'investissements à long terme

Le ratio public d'endettement de l'Euroland dans son ensemble est voisin de 70% du PIB. Sans aucun espoir raisonnable de réduction de ce chiffre au niveau de référence exigée de 60% par Maastricht et Amsterdam, il n'existe donc aucune possibilité d'augmenter le niveau des emprunts publics, d'autant que 5% d'intérêts sur une dette elle-même plafonnée à 60% du PIB génère déjà une charge annuelle de 3% du PIB, limite autorisée mais déjà dépassée. En conséquence, les investissements d'équipements fondamentaux à rentabilité lente, et pourtant piliers de l'économie à long terme, souffrent d'une aide publique insuffisante lorsqu'elle est nécessaire et, de surcroît, sont handicapés par des taux d'intérêts réels trop élevés. Tout autre était la période des 30 glorieuses où la plupart des investissements financés par emprunt supportaient alors, et pratiquement sur toute la durée de leur amortissement, un taux d'intérêt réel négatif, une fois défalquée des taux nominaux l'incidence de l'inflation. Conséquences actuelles : investissements publics ou privés de long terme en retard, recherche scientifique sans moyens suffisants, politique de diversification énergétique impuissante à relever le défi de l'effet de serre, logements trop chers ou trop rares et mal desservis, insuffisance des liaisons routières transversales, voies navigables délaissées, grosses difficultés de

financement des tunnels transfrontaliers, emballage de la dette publique et privée que l'inflation n'éponge plus. L'Europe accuse en ces domaines un retard grandissant sur les Etats Unis et certains pays d'Asie, alors que la BCE, au contraire de la FED, est impuissante de par son statut à enrayer ce handicap.

2/ La mission trop restrictive de la Banque centrale européenne

La BCE a essentiellement pour mission la stabilité des prix, comme si la politique monétaire dont elle est la gardienne n'avait pas aussi une influence déterminante sur l'activité économique. Il en résulte une absence de mesures favorables à la croissance comme le soulignait James Tobin prix Nobel d'économie dans une interview au journal Der Spiegel du 3 novembre 2001. Il disait à ce propos " Si l'économie européenne n'est pas en bonne forme, la Banque centrale européenne porte la responsabilité de cette situation, parce qu'elle ne poursuit pas une politique à l'image de la Banque centrale américaine, la FED".

3/ L'exemple américain

3.1 La mission de la FED Elle est double car elle est non seulement responsable de la stabilité des prix mais aussi de la promotion de l'activité économique et de l'emploi. Cela lui offre la possibilité de mener une politique monétaire active qui n'est pas étrangère aux taux de croissance de l'économie américaine.

3.2 Les modes d'intervention de la FED - La FED joue évidemment sur les taux d'intérêt, comme la BCE d'ailleurs, mais avec beaucoup plus d'amplitude. En outre, et ceci est essentiel, elle procède à la régulation de la masse monétaire par l'acquisition ou la vente de titres d'Etat (politique dite de l'open market). C'est ainsi que lorsqu'elle veut relancer l'économie elle achète des titres et émet la monnaie pour les payer, ce qui a pour triple conséquence :

- d'accroître la masse monétaire et ainsi de faire augmenter l'activité.
- de faire monter le cours des titres achetés et donc de peser à la baisse sur les taux d'intérêts à moyen et long terme.
- d'apporter à point nommé un supplément de ressources au budget fédéral pour refinancement (sans frais) de sa dette. Le tableau qui suit donne le reflet de ce mécanisme sur douze ans :

Année	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01
Titres d'Etat achetés en net achetés en net ^{(1) (2)}	24,1	28,7	20,6	40,8	29,0	15,9	20,0	42,5	25,6	136,1	-63,7	46,7
Total des titres d'Etat détenus par la FED au 31 décembre ⁽¹⁾	247,8	276,5	297,1	337,9	366,9	382,8	402,8	445,3	470,9	607,0	543,3	590,0
Monnaie totale en circulation (M ₁) ⁽³⁾	833	899	1028	1137	1166	1148	1096	1083	1107	1100	1105	1130
Proportion Total des titres/M ₁ ⁽⁴⁾	30%	31%	29%	30%	31%	33%	38%	41%	43%	55%	49%	52%

(Milliards de dollars US)

(1) Chiffres extraits des bilans annuels de la FED.

(2) Notons que les titres d'Etat achetés directement par la FED n'augmentent pas la charge de la dette du Trésor américain. En effet, les intérêts en principe dus par le Trésor à la FED sont annulés par des écritures inverses. L'opération revient en définitive à de la création monétaire directe ou "hors banque" opérée par la FED et remise au Trésor, au rythme apprécié comme convenable par le comité de l'open market.

(3) Moyennes annuelles approchées d'après statistiques mensuelles historiques de la FED.

(4) Chiffres arrondis au pour cent près. Notons : a) l'importance de cette proportion et la signification marquée de ses valeurs en 99, 2000, 2001 ; b) sa tendance moyenne à croître fortement depuis 1994 et à dépasser 50% à partir de

3.3 Les conséquences sur l'économie des Etats-Unis

En disposant de deux leviers, le niveau des taux d'intérêts à court terme et une composante de la masse monétaire (la monnaie créée directement), la FED est ainsi armée pour réguler l'activité économique, pourtant historiquement à caractère fort instable aux Etats Unis. C'est ainsi que de début 91 à fin 94 on enregistre :

- une augmentation de la masse monétaire M1 de l'ordre de 40% sur 4 ans de début 91 à fin 94, de 36,5% sur 3 ans de début 91 à fin 93.

- un abaissement des taux longs de 8,6% à 5 % sur cette dernière période avec cependant une remontée à 8% le 1^{er} semestre 94.

L'économie américaine s'élançait alors dans l'expansion et la réduction du chômage. La confiance s'installe.

Les différences de comportement entre la FED et la BCE se lisent aussi dans leurs bilans. La FED a environ 80% de son actif en titres d'état ou d'agences fédérales achetées en propre contre environ 5% en pension (refinancement des banques) alors que le système agrégé de la BCE a pour ces deux grandeurs respectivement 15% et 80%, c'est à dire une structure inverse.

La différence est essentielle car pour la FED c'est la conséquence d'une action volontariste, alors que les banques centrales européennes (dont la BCE) ne font que répondre passivement aux demandes de refinancement des banques. Si le mauvais état de l'économie fait que personne ne veut s'endetter, les banques ne se refinanceront pas et aucune monnaie ne sera injectée dans l'économie, au plus grand préjudice de l'activité. Or, sans un minimum de croissance la dette publique (mesurée par le ratio dette/PIB) a tendance à augmenter, augmentation perçue négativement par la plupart des médias et la tendance la plus libérale parmi les économistes, ce qui a pour conséquence d'amplifier encore le climat de morosité et, par là même, de concourir à une nouvelle détérioration de la situation économique et budgétaire.

II/ Réguler l'économie par la maîtrise de la création monétaire

L'économie est marquée par une alternance de cycles économiques caractérisés par une succession de phases d'expansion et de récession, d'une durée plus ou moins longue selon les époques.

En économie à "monnaie d'endettement", les moyens de paiement ne pouvant provenir que d'un endettement des agents économiques par la voie du crédit, les phases de ces cycles sont amplifiées et prolongées. Voyons pourquoi.

1/ La surchauffe amplifiée

Après une longue phase de dépression, des besoins longtemps différés deviennent indispensables. Il s'en suit une légère reprise de la consommation et des investissements, tant de la part des particuliers que des entreprises. Cette tendance, encouragée par les faibles taux d'intérêts alimente les anticipations positives. L'économie repart. L'épargne diminuant, le crédit augmentant, la quantité de monnaie en circulation croît également. Cette abondance de moyens de paiement nourrit l'expansion. Puis, face à une demande en progression constante, des goulots d'étranglement apparaissent, les salariés deviennent plus exigeants, les coûts et prix ont tendance à croître.

Pour juguler une inflation naissante, les autorités relèvent alors les taux d'intérêts. Pour autant, les anticipations des agents économiques restent positives, d'autant que la hausse des prix naissante incite à ne pas différer les dépenses. Face à une demande encore soutenue, les entreprises continuent à investir, les ménages à consommer et à acquérir des biens durables. La masse monétaire augmentant plus que de raison, les autorités monétaires relèvent à nouveau leurs taux, mais pour les entreprises c'est déjà trop tard, car trop de paris ont déjà été pris et des investissements lancés. Pour les particuliers, le seuil atteint par les taux d'intérêts majoré par trop le coût de leur emprunt, alors qu'à contrario, les placements financiers deviennent beaucoup plus rémunérateurs. Il s'en suit une diminution de la demande, une hausse de l'épargne, d'où une forte contraction de la masse monétaire en circulation. Simultanément, arrivent sur le marché des investissements de capacité engagés auparavant.

L'offre devient excédentaire face à une demande qui faiblit. Dès lors la concurrence s'intensifie, les prix ont tendance à baisser, les marges diminuent, des projets que l'on avait cru rentables ne le sont plus, les profits s'amenuisent, le processus de retournement du cycle est amorcé, les anticipations deviennent négatives.

De fait, la hausse des taux d'intérêt a bien eu pour incidence l'arrêt de l'expansion, mais généralement de façon trop tardive et trop brutale car, en ce domaine, l'inertie des comportements est grande.

C'est ainsi qu'après une longue période de croissance, la plupart des agents économiques ne prennent pas immédiatement en compte l'action de la Banque centrale. Il s'écoule donc un long délai entre les premières hausses de taux et la contraction de la masse monétaire, en raison de la persistance des anticipations positives et de l'irréversibilité de certaines options à long terme, en particulier dans le domaine des investissements.

2 La récession prolongée

En fin de phase d'expansion les ménages hésitent à s'endetter et réduisent leurs dépenses.

Cette contraction de la demande en biens de consommation et en biens durables se propage à l'ensemble de l'économie.

Les entreprises révisent alors à la baisse leurs programmes d'investissement et de production. On rentre progressivement en phase de récession.

Les banquiers deviennent plus méfiants, les ménages augmentent leur épargne de précaution, la demande baisse encore plus. La concurrence s'intensifie, les profits diminuent, les situations de surendettement deviennent plus nombreuses, d'autant que la plupart des options spéculatives à la hausse des cours s'avèrent perdantes.

Les bulles financières se dégonflent, les licenciements et les faillites se multiplient; c'est la crise. Les administrations, enfin, en raison de la baisse des rentrées fiscales, voient leurs budgets comprimés.

Les autorités monétaires baissent alors les taux d'intérêts directeurs, mais une baisse significative n'est pas toujours possible quand il est nécessaire de maintenir des taux élevés, afin d'éviter la fuite des capitaux vers l'étranger et, par là même, la chute de la monnaie.

De plus, les autorités monétaires n'ont aucune action sur les taux à long terme, fixés par le marché.

Cependant, en admettant possible une baisse significative des taux d'intérêts à court terme, son effet ne sera pas immédiat.

Pour les entreprises la baisse des taux, à elle seule, ne suffit pas à relancer l'investissement car, en phase de récession, la baisse des taux n'a d'incidence réellement significative que pour les investissements à long et très long terme, les moins nombreux et, pour la plupart, du ressort de l'état et des collectivités publiques.

Pour les investissements à plus court terme, notamment de productivité, des facteurs autres que les coûts financiers sont beaucoup plus déterminants, en particulier les économies qu'ils génèrent sur les dépenses de main d'œuvre, de matière ou d'énergie.

De plus, l'effet global de ces investissements sur la conjoncture est plutôt récessif car ils contribuent à réduire les emplois et, par la même, le revenu des ménages. Quant aux investissements de capacité, leur rentabilité dépend bien davantage de l'accroissement de la demande que de l'impact des coûts financiers. C'est ainsi qu'en période de récession, la plupart des entrepreneurs attendent des signes de reprise avant de lancer leurs projets. Dans un climat de morosité et d'anticipations négatives, ils préfèrent attendre au lieu de s'engager. Il en va de même pour les ménages.

Les chômeurs, en premier lieu, qui pourraient consommer et investir davantage s'ils en avaient les moyens. Les autres ménages également car, malgré le maintien de leur revenu, la plupart hésitent à s'engager à long terme en raison de l'incertitude qui pèse sur leur emploi, crainte renforcée par le climat de morosité du moment.

Cette situation de fait est d'autant plus regrettable que les besoins subsistent. Les chômeurs pourraient consommer immédiatement davantage s'ils en avaient les moyens, alors que les capacités de production inemployées ne demandent qu'à servir. De même, de nombreux investissements différés par la crise sont pourtant nécessaires.

Mais c'est la confiance qui manque et surtout l'argent, car une partie des capitaux nécessaires aux échanges est thésaurisée, alors que de nombreux crédits ne sont pas renouvelés. C'est ainsi que la masse monétaire en circulation diminue, alors qu'il faudrait l'augmenter pour relancer la demande et, par là même, l'investissement

3/ Une nécessaire maîtrise de la masse monétaire

Comme on vient de le voir les effets d'une modulation des taux ne sont pas immédiats, surtout lorsqu'il faut relancer l'économie. Alors qu'à certaines phases du cycle il faudrait, soit diminuer soit augmenter sensiblement la quantité de monnaie en circulation dans un temps très court, il est difficile d'y parvenir rapidement avec comme seul outil la régulation des taux d'intérêts. En effet, la quantité de monnaie en circulation ne dépend plus alors que de la seule décision des agents économiques, souverains dans la fixation du montant de leurs crédits et du niveau de leur épargne. Certes, la modulation des taux est un outil nécessaire mais elle ne peut suffire à elle seule. Elle devrait venir en accompagnement d'une action directe sur la quantité de monnaie en circulation pilotée par la Banque centrale. Malheureusement, dans la zone euro, la BCE a perdu le droit de battre monnaie au profit de la collectivité et se trouve ainsi mal armée pour réguler l'économie. C'est pourquoi il nous semble indispensable de revenir sur la suppression de ce privilège régali en l'assortissant, bien sûr, de règles strictes à bien définir.

A cette proposition deux objections majeures sont le plus souvent avancées auxquelles il est aisé de répondre :

- La première a trait au laxisme politique, la porte étant ainsi ouverte aux dépenses électoralistes et improductives. D'où la nécessité de limiter l'usage de ce privilège, en particulier de l'interdire pour la couverture des dépenses courantes de l'Etat, et de le réserver au remboursement de la dette publique, ou mieux au financement d'actions d'intérêt général dans le cadre de plans rigoureusement étudiés. En France une telle proposition avait été reprise dans le projet de loi 157, présenté en 1951 par 45 députés dont Monsieur Pierre Mesmer ancien premier ministre.

- La seconde porte sur le risque inflationniste, toute création monétaire au profit de la collectivité étant, pour certains, inflationniste par nature, comme si le crédit bancaire en surabondance ne l'était pas aussi. Que dire à ce sujet de la hausse du prix de l'immobilier largement alimentée par les facilités de crédit dont bénéficie actuellement ce secteur ? Au demeurant, il ne faut pas surestimer le risque inflationniste comme nous le confirme l'expérience américaine récente, dès lors que la politique monétaire est conduite avec intelligence.

En fait, l'expansion monétaire ne peut se traduire en inflation et non en croissance que si il existe des causes concomitantes : hausse des coûts des matières premières et ou de la main d'œuvre, goulots productifs, baisse de la concurrence, fuite devant la monnaie, laxisme politique. Dans la mesure où la Banque centrale est partie prenante au processus elle est parfaitement capable de discerner les situations inflationnistes et d'interrompre les financements ou de prendre les contre mesures.

- Contenir les Produits dérivés.

Les produits dérivés sont des instruments financiers créés au départ pour protéger les personnes et les entreprises des risques de variation de cours. Ils concernent de nombreux produits et services (appelés sous-jacents, dont ils sont dérivés) :

- le cours des monnaies
- les taux d'intérêt
- le cours des actions (comme les célèbres « [stock-options](#)⁴² ») et des obligations
- celui de certaines matières premières (pétrole, huile, coton etc.)

Opérations de couverture et opérations de marché

Le produit dérivé d'une action, par exemple, peut donner le droit d'acheter une action à un prix fixé jusqu'à une date donnée. Ce droit a un prix (très inférieur au « sous-jacent ») une valeur directement liée au prix de l'action "sous-jacente". Si le prix de l'action monte, alors le droit d'acheter à un prix fixe devient plus intéressant; si elle baisse, le droit d'acheter à un prix fixe devient moins intéressant. Dès lors ces droits s'échangent sur un marché, celui des produits dérivés. Si les produits dérivés sont nés pour que les entreprises ou les particuliers se couvrent d'un risque de variation de cours, elles ont fait naître des opérations de marché sur les produits dérivés. Contrairement aux opérations de couverture, qui consistent à vendre et à acheter un instrument de produits dérivés en tant que tel, c'est-à-dire sans qu'il y ait une transaction dans le produit sous-jacent. Par exemple, un opérateur peut s'exposer au risque du marché des emprunts d'Etat américains en achetant et en vendant des [contrats à terme](#) sur les emprunts d'Etat américains sans jamais traiter les emprunts eux-mêmes. Le but de ce genre de transaction est de faire une plus-value et non de se protéger. Il faut noter que la distinction entre les deux types d'opération est facile en théorie mais moins en pratique : comment concrètement savoir si l'une des parties achète bien une couverture ?

L'explosion des produits dérivés s'est faite dans les années 70 qui ont vu la mise en œuvre de politiques libérales de déréglementation, décloisonnement, dérégulation, permettant de créer de vastes espaces de marché suffisants pour rendre ces instruments rentables.

Leur développement est dû aussi à des progrès dans [les mathématiques financières](#)⁴³ et dans les outils informatiques. Les produits dérivés sont devenus une « industrie » en soi (les « hedge funds » dont on entend souvent parler sont spécialisés dans les produits dérivés).

⁴² Stock veut dire action, une « stock-option » est une option d'achat d'action à un cours fixé à l'avance.

⁴³ Black et Scholes, deux économistes ayant mis au point la célèbre formule éponyme du calcul de la valeur d'une option ont eu le prix Nobel pour cette découverte.

Ils sont devenus une source de revenus significatives des banques et établissements financiers et les flux financiers quotidiens sont considérables ; Il faut rappeler en effet qu'un produit dérivé peut être acheté avec une mise de fond très faible en pourcentage par rapport à l'opération réelle couverte. L'achat d'un baril de pétrole « papier » (une option d'achat par exemple) 2 à 3 % d'un baril réel.

On dit que les produits dérivés ont un "levier"⁴⁴, car il faut payer une partie seulement de leur exposition totale au risque du marché pour ouvrir et maintenir une position. Dans ce contexte, le levier est le mot utilisé dans tous les marchés de produits dérivés.

Du coup les risques individuels sur ces marchés sont très différents des risques des marchés au comptant.

Quand on achète une action la perte maximale possible correspond au montant payé pour cette action.

Le risque de perte avec l'achat d'un contrat de produits dérivés qui confère le droit d'acheter un actif particulier à un prix donné, est limité au montant payé pour avoir ce droit. En effet s'agissant d'un droit d'achat et non d'une obligation il peut ne pas être exercé. Et les gains potentiels sont très élevés (en cas d'exercice du droit si les cours s'y prêtent). A l'inverse, vendre un contrat de produits dérivés qui confère le droit d'acheter un actif particulier à un prix donné, peut conduire à un profit limité au montant touché pour conférer ce droit ; mais à une perte potentielle très élevée (égale au gain potentiel du cas précédent). En effet, le vendeur du droit doit remettre l'actif sous-jacent à son acheteur (appelé dans le jargon : la contrepartie) à l'expiration du contrat.

Produits dérivés, volatilité et risques systémiques

Le paradoxe central de ces produits c'est que s'ils assurent une protection individuelle, ils sont générateurs d'une augmentation de la volatilité des cours et d'une augmentation du risque systémique.

La célèbre attaque de Georges Soros sur la livre sterling et les conséquences macroéconomiques qui l'ont suivie ne pouvait se faire sans produits dérivés.

La faillite du hedge fund LTCM en 1998 aurait été de nature à provoquer de graves désordres sur l'ensemble des marchés mondiaux; la Fed a dû monter en urgence un programme de soutien à LTCM, financé par les principales banques créancières.

La faillite récente du courtier en produits dérivés **Refco** (dont les contrats en produits dérivés hors bilan se montaient en mai 2005 à 150 milliards de dollars) montre que les risques ne sont toujours pas maîtrisés.

Les spécialistes du marché pétrolier reconnaissent que les opérations sur les dérivés augmentent la volatilité du marché.

Enfin les statistiques internationales montrent enfin que les crises financières de toute nature (crises bancaire, de change, jumelles, souveraines) se sont multipliées à partir de la sortie du système de **Bretton-Woods**⁴⁵.

⁴⁴ Appelé une "marge" dans les marchés à terme et une "prime" dans les marchés des options

⁴⁵ Les crises bancaires, fréquentes au XIX^e siècle, plus rares dans la période 1880-1913 se sont multipliées entre les deux

Le caractère fractal des marchés financiers

Benoît Mandelbrot, mathématicien père des fractales, a **démontré**⁴⁶ que les marchés financiers ne fonctionnaient en fait pas comme le supposent les modèles mathématiques utilisés en finance de marché.

Les variations de cours n'obéissent pas à une loi de probabilité « gaussienne » dite « normale », celle qui permet de faire des statistiques sur des lancers de dés et qui permet à l'industrie du jeu de gagner de l'argent et de se développer.

Elles sont beaucoup plus « extrémistes »: les événements brutaux sont beaucoup plus fréquents que dans le cas « normal ».

Les turbulences sur ces marchés sont plus importantes que prédit par les modèles classiques. Il est impossible par exemple d'exclure un décrochage significatif de cours, le lendemain d'un décrochage déjà exceptionnel. Mandelbrot parle de « hasard sauvage ». Cette critique est fondamentale car toutes les « bonnes propriétés » des marchés financiers (comme leur efficacité supposée ou leur « autorégulation », celles qui sous-tendent la démonstration mathématique de ces propriétés) supposent **ce caractère gaussien**.⁴⁷

Cette analyse critique est conforme à l'intuition de ceux qui observent les marchés et leur **exubérance irrationnelle**⁴⁸.

La formation de bulles spéculatives, suivies de leur explosion avec des conséquences parfois douloureuses semble bien inévitable et imprévisible, quelque soit le marché concerné (la bourse, l'immobilier, le pétrole...).

C'est néanmoins sur le plan du change international que les enjeux sont les plus élevés, comme l'a montré **Pierre-Noël Giraud**⁴⁹, c'est pourquoi nous avons cité en mesure centrale la taxe sur les transactions de change.

CONTRIBUTIONS

Un chapitre écrit par les ami(e)s, « partenaires, débatteurs » en réaction au manifeste contributif.

La publication sera faite s'il y a l'accord conjoint, sur un même texte, du comité de lecture et de leur auteur.

Envoi à l'adresse courriel : estela.jean-pierre@wanadoo.fr

guerres et ont disparu pendant la période de Bretton-Woods, pour réapparaître de manière massive : depuis 1970 le monde a connu 117 crises bancaires à caractère systémique, dans 93 pays. Ces crises repérables par des signes clairs (gel des dépôts, fermeture de banques etc.) ont été résolues systématiquement par des interventions massives des pouvoirs publics (évaluées sur un échantillon de 34 d'entre elles à 12,8% du PIB) et ont eu des conséquences récessives fortes ; le FMI a estimé à 11,5 % l'impact en baisse de PIB dû aux crises récentes. Ces crises n'ont pas épargné les pays développés : Espagne en 1977, Norvège en 1987, Suède et Finlande en 1991, Japon en 1992.

⁴⁶ Voir Benoit Mandelbrot, Une approche fractale des marchés, Odile Jacob, 2005

⁴⁷ Mandelbrot a tenté de montrer que les marchés obéissaient à des lois fractales. Cela ne semble pas le cas en toute rigueur comme le montre une recension complète faite en 2001 par Christian Walter, «40 ans de recherche sur les lois d'échelle et la bourse : un état des lieux » Price Water House et Université d'Evry, 2001. En revanche, il apparaît bien que la volatilité des marchés serait de nature fractale.

⁴⁸ Voir par exemple JK Galbraith « Brève histoire de l'euphorie financière », Le seuil, 1992

⁴⁹ Faut-il condamner la spéculation ?, Pierre-Noël Giraud, Alternatives Economiques, juin 2002